

# RAPPORT D'ACTIVITÉ 2021 DU SDEF



Syndicat Départemental d'Énergie  
et d'Équipement du Finistère

L'énergie au service du territoire

# SOMMAIRE

04

Rétrospective de  
l'année 2021

08

L'organisation  
au service du  
territoire

Gouvernance du SDEF  
Le bureau  
Commission consultative paritaire  
Plan de relance

12

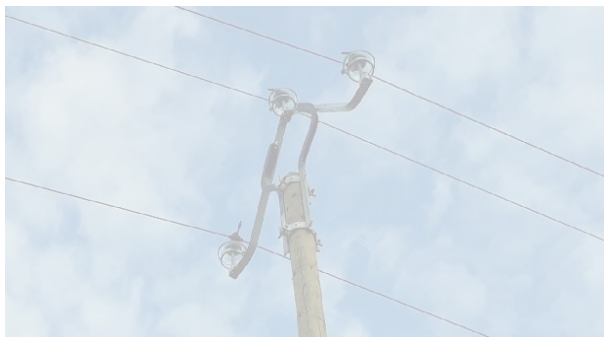
Une équipe à votre  
écoute

Bilan social  
Organigramme  
Pôle juridique  
Pôle administratif et comptable  
Pôle technique

20

La compétence électrique

Le suivi des réclamations  
L'expertise des prestations pour le compte de tiers



23

La compétence numérique

Système d'information géographique  
Le Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS)  
Communications électroniques  
Les enfouissements coordonnés des réseaux  
Internet Des Objets (IOT)



29

La compétence éclairage public



32

La compétence gaz

34

La transition énergétique

Le photovoltaïque  
Les certificats d'économies d'énergie (CEE)  
Le conseil en énergie partagé (CEP)  
Sensibilisation des publics  
Projet ICE  
Les bornes de recharge pour véhicules électriques



41

La SEM Énergies  
en Finistère

Le gaz naturel véhicule en  
Finistère  
La centrale photovoltaïque au sol  
de Plourin

44

Le budget

46

La communication

47

Le lexique



# LE MOT DU PRÉSIDENT



Au 31 décembre 2021, le SDEF comptait 61 agents qui travaillent au quotidien dans les différents domaines d'intervention du SDEF au service des collectivités adhérentes.

L'activité a été très dense et foisonnante en 2021. Quotidiennement, le SDEF accompagne les communes et EPCI dans leurs travaux d'extensions, de renforcements de réseaux électriques, d'améliorations esthétiques des lignes aériennes, d'éclairage public, de communications électroniques et de dessertes en gaz. En 2021, ce sont plus de 50M€ qui ont été commandés aux entreprises prestataires pour répondre aux besoins de nos concitoyens et de nos adhérents, participant au développement du territoire et à l'amélioration du cadre de vie.

Près de 9 500 écritures comptables, cela nous donne un aperçu du développement des activités du SDEF et du travail du pôle administratif et comptable en lien avec les collectivités. En 2021, nous avons su capter des fonds supplémentaires du plan de relance avec des crédits obtenus pour la sécurisation des réseaux suite aux tempêtes, et la mise en place de trois supers chargeurs.

Le SDEF met également ses compétences au service de l'optimisation de l'éclairage public, avec désormais 82 500 points lumineux en exploitation maintenance et près de 4 000 armoires ! Dans le cadre du projet FINISTERE SMART CONNECT, premier projet de territoire connecté à l'échelle d'un département, nous avons équipé 368 armoires de commande de capteurs

pour assurer la télégestion du secteur de la CCPI et de trois communes de la CCPA.

En effet, le projet numérique Finistère Smart Connect propose de mettre à disposition des collectivités des services numériques permettant de maîtriser et piloter les services publics dans les domaines de l'efficacité énergétique, l'eau potable, la collecte des déchets ménagers, la gestion des stationnements, des flux de circulation. Ces nouveaux outils numériques seront indispensables à l'avenir pour agir sur les réductions de consommations d'énergie dans un contexte de crise énergétique sans précédent, afin de préserver les finances publiques.

Le SDEF met également ses compétences au service de l'ensemble de ses adhérents pour la collecte des certificats d'économies d'énergie, l'installation d'énergies renouvelables, de bornes de recharge pour véhicules électriques, le conseil en énergie partagé, l'audit et l'expertise énergétique du patrimoine bâti des collectivités dans le cadre des programmes ACTEE successifs...

Dans le domaine du développement des énergies renouvelables, nous avons mis en service 13 nouvelles installations en 2021. La SEM Énergies en Finistère a continué d'accompagner les projets dans les territoires. Parmi les projets phares, la création de la première station Bio GNV à Saint-Martin-des-Champs a été inaugurée en juillet 2021 et celle de Guipavas mise en service en septembre 2021. Nous avons notamment commencé les travaux pour la centrale photovoltaïque

de Plourin, et remporté l'appel à manifestation d'intérêt pour la centrale photovoltaïque de Kerjequel à Quimper.

Afin de favoriser le développement des projets photovoltaïques, le SDEF a également mis à disposition de toutes les collectivités un cadastre solaire qui permet de visualiser facilement le productible et la puissance mobilisable au niveau d'un bâtiment afin d'évaluer la pertinence d'un projet photovoltaïque.

Pour conclure, je tiens à remercier l'ensemble du personnel pour son implication et son volontarisme à mettre en œuvre nos décisions quotidiennement. Je souhaite que la lecture de ce rapport vous apporte une bonne ou une meilleure connaissance du SDEF, qui fournit quotidiennement son énergie au territoire, au service des collectivités.



**Antoine COROLLEUR**  
*Président du SDEF*



# RÉTROSPECTIVE 2021

## JANVIER



### Intervention d'Antoine COROLLEUR aux assises européennes de la transition énergétique

Le 12 janvier 2021, a débuté la 22ème édition des assises européennes de la transition énergétique, dans un format 100% digital (en raison du contexte sanitaire). L'événement a réuni représentants des pouvoirs publics, instances économiques, personnalités du monde académique et de la société civile pour débattre de la thématique de la transition énergétique appliquée aux territoires.

À cette occasion, de nombreuses conférences se sont déroulées. Antoine Corolleur est notamment intervenu sur le sujet du BioGNV. Lors de cet atelier animé par GRDF, le Président du SDEF a ainsi présenté le projet d'Énergies en Finistère (SEM du SDEF), de distribuer du BioGNV « Produit en Bretagne » sur le territoire finistérien et d'accélérer l'économie circulaire grâce à la mobilité propre.



## FÉVRIER



### Inauguration de la centrale photovoltaïque au sol de Plogonnec

Lundi 15 février, le SDEF, la commune de Plogonnec, Quimper Bretagne Occidentale et Engie Ineo ont inauguré la première centrale photovoltaïque au sol du Finistère à Plogonnec.

En service depuis septembre 2020, les 1 900 panneaux photovoltaïques installés au sol sur le site de Kerfriantet à Plogonnec produisent l'équivalent de 820 MWh/an, de quoi alimenter 200 foyers hors chauffage. Ce projet porté par le syndicat et la commune de Plogonnec constitue une avancée dans la transition énergétique du territoire.



### Comité syndical du SDEF

Vendredi 19 février, les délégués syndicaux du SDEF se sont réunis à Quimper pour le premier comité syndical de l'année 2021.



## MARS



### Ouverture de la première station BioGNV du Finistère

La première station BioGNV du Finistère à Saint-Martin-des-Champs a officiellement été livrée le 9 mars.

Prévue pour avitailler l'équivalent de 30 poids lourds par jour, et jusqu'à 9 véhicules aux heures de pointe, la station est ouverte 7j/7 et 24H/24. Elle comprend 3 bornes de distribution permettant de faire le plein en quelques minutes.

À terme, cette station pourra également distribuer des solutions alternatives pour contribuer au développement de la mobilité décarbonée telles que l'hydrogène ou des super chargeurs électriques.



### Lauréat AMI projet Kerjéquel à Quimper

Le 18 mars 2021, le SDEF a été lauréat de l'AMI pour son projet de centrale photovoltaïque sur le site de Kerjéquel.



# AVRIL



## Le Syndicat Intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire en visite au SDEF

Le 1er avril 2021, le Syndicat Intercommunal d'Énergies de Maine-et-Loire est venu rendre visite au SDEF à Quimper. L'occasion d'échanger sur les compétences communes des deux syndicats et de profiter des retours d'expériences de chacun, notamment avec la création du Plan de Corps de Rue Simplifié (PCRS) par le SDEF.



## Des ombrières photovoltaïques sur le parking de la gare de Rosporden

Dans le cadre du développement des énergies renouvelables sur le territoire, Concarneau Cornouaille Agglomération a retenu l'offre d'Ombrières en Finistère, société qui regroupe la SEML «Énergies en Finistère» et l'entreprise See You Sun, pour l'installation et l'exploitation d'ombrières photovoltaïques sur un parking de la gare de Rosporden.



Rapport d'activité 2021 - Rétrospective 2021

# MAI



## Pose de la première pierre de la station BioGNV de Guipavas

Vendredi 21 mai 2021, Antoine Corolleur, Président de la SEM Énergies en Finistère a officiellement donné le coup d'envoi des travaux de la deuxième station BioGNV à Guipavas. La station est prévue pour avitailler l'équivalent de 50 poids lourds par jour, et jusqu'à 12 véhicules aux heures de pointe.



## Mise en service de la centrale photovoltaïque de Plouhinec

Les panneaux photovoltaïques installés sur la toiture de la salle polyvalente à Plouhinec sont opérationnels. Les 49 modules de 300Wc et d'une puissance de 14,7kWc occupent une surface de 85m<sup>2</sup>. Cette centrale photovoltaïque produira environ 16 MWh chaque année, soit l'énergie nécessaire pour faire rouler une zoé pendant 100 000 km.

# JUIN



## Les lampadaires à mercure remplacés par des lampadaires à LED à l'Île-Tudy

À l'Île-Tudy, l'éclairage public a été rénové. Les lanternes actuelles de type boule à mercure ont été progressivement remplacées par des lampes à LED. En plus de bénéficier d'une meilleure qualité d'éclairage, le remplacement de l'éclairage actuel par des LED permettra à la commune de réduire ses coûts de fonctionnement. Ces travaux s'inscrivent également dans une démarche environnementale et écologique.



## Deux nouvelles centrales photovoltaïques

Deux nouvelles centrales photovoltaïques sont opérationnelles, l'une à l'école de Saint-Pabu et la seconde à l'atelier technique de Saint-Martin-des-Champs.



# RÉTROSPECTIVE 2021

## JUILLET



### Inauguration de la station BioGNV de Saint-Martin-des-Champs

Vendredi 9 juillet 2021, Antoine Corolleur, Président de la SEM Énergies en Finistère a inauguré en compagnie de Jean-Luc Fichet, Sénateur du Finistère, Stéphane le Doaré, Conseiller Départemental du Finistère, Christelle Rougebief, Directrice Régionale GRDF grand ouest et François Hamon, Maire de Saint-Martin-des-Champs, la première station BioGNV de la SEM Énergies en Finistère.



## Août

### Des habitants de Ouessant équipés d'un système informatique pour leur maîtrise de consommation énergétique

En juillet-août, le SDEF a distribué des boîtiers connectés dans plusieurs dizaines de foyers sur l'île d'Ouessant. Ces équipements vont permettre aux habitants volontaires de suivre en direct l'état du réseau électrique. Pédagogique, cette solution numérique, développée par l'entreprise rennais Sensing Vision, s'inscrit dans une démarche globale et citoyenne menée depuis plusieurs années à Ouessant pour encourager l'énergie verte, de la production à la consommation.

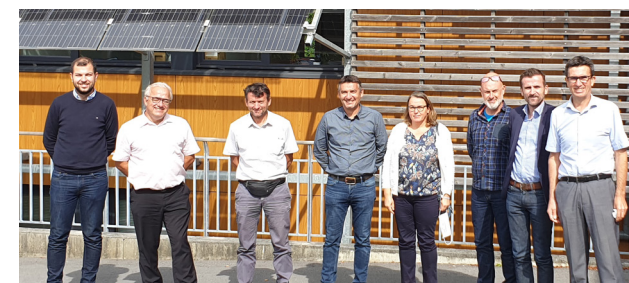


## SEPTEMBRE



### Présentation de Finistère Smart Connect à Nantes Métropole

Le 13 septembre, le SDEF a accueilli Nantes Métropole afin de lui présenter le projet Finistère SMART CONNECT porté par le SDEF.



### Réunion des comités territoriaux

À l'ordre du jour, mise à jour des statuts pour le transfert de la compétence EP, les décisions du président et du bureau, la présentation du rapport d'activité 2020 (entre autres).





# OCTOBRE



## Visite de l'école de Plourin au SDEF

Au début du mois, deux classes (CM1 et CM2) de l'école de Plourin ont visité notre exposition «le parcours de l'énergie» à Landivisau.

Les élèves ont également complété cette journée par des ateliers sur la transition énergétique (animés par les petits débrouillards) et par la visite du barrage du Drennec.



## Déploiement de capteurs CO2

Dans le cadre de son projet Finistère Smart Connect, le SDEF a déployé des capteurs d'ambiance qui mesurent, notamment, le taux de CO2 dans les bâtiments.

Ils ont été installés sur des territoires pilotes (Communauté de communes du Pays d'Iroise et Ouessant) dans le cadre d'un premier déploiement de services d'objets connectés.



# NOVEMBRE



## Inauguration de la deuxième station bioGNV du Finistère

Inauguration de la deuxième station bioGNV d'Énergies en Finistère à Guipavas.

La station peut avitailler l'équivalent de 50 poids lourds par jour et jusqu'à 12 véhicules aux heures de pointe.



## Subvention FACE pour la sécurisation des réseaux

Le SDEF a monté un dossier de demande subvention pour des crédits exceptionnels au titre du plan de Relance 2021 pour les affecter à la résilience des réseaux sur des opérations de sécurisation des réseaux. Deux dossiers ont été présentés pour un montant de crédits de 600 k€ et un second pour 300 k€. Le SDEF a obtenu une subvention de l'ordre de 450 k€ ce qui représente des travaux pour 562 500 € HT.

# DÉCEMBRE



## Salon Breizh Transition

Début décembre a eu lieu sur 2 jours le salon Breizh transition. Pas moins de 4 conférences et 24 ateliers ont été proposés par les différents acteurs. 880 visiteurs ont été recensés sur les 2 jours, une fréquentation moindre que l'édition précédente qui peut être expliquée par le contexte sanitaire.

Le SDEF a proposé 2 ateliers : La transition énergétique et l'éclairage public avec notre responsable éclairage public Christophe Hemon, et l'atelier Finistère Smart Connect pour la transition numérique animé par le président du SDEF Antoine Corolleur.

Et aussi une conférence sur la transition énergétique où Antoine Corolleur a présenté les actions menées par le SDEF sur Sein et Kerjequel.



## Notre exposition nomade à Combrit

Afin de sensibiliser ses habitants, la commune de Combrit a réservé la version nomade de notre exposition «Tous acteurs de notre futur énergétique», qu'elle a disposée dans ses locaux et ouverte au public le weekend. Des classes de CE, CM ont pu visiter l'exposition avec notre animatrice Solène Ortiz-Garcia. En complément de ce parcours, l'association les Petits débrouillards proposait aux élèves des ateliers ludiques pour illustrer l'exposition.

# L'ORGANISATION AU SERVICE DU TERRITOIRE

## LA GOUVERNANCE DU SDEF

### Représentativité et gouvernance du SDEF

Le SDEF est administré par un comité, composé de représentants élus et par un collège électoral constitué des délégués de chacune des collectivités et EPCI membres.



Le **représentant communal** facilite les remontées d'information pour permettre au SDEF de répondre au mieux aux besoins exprimés. Réciproquement, le délégué a aussi un rôle de représentation du syndicat auprès de sa collectivité. Il rend compte à son conseil municipal ou communautaire de l'activité du SDEF.



### Le rôle du délégué

Le délégué siège au comité syndical du SDEF, il participe à l'élection du Président et des Vice-Présidents, vote les budgets, fixe le mode de fonctionnement et les orientations du syndicat et suit les compétences déléguées au Bureau et au Président.

### Calendrier 2021 des comités territoriaux

Les comités territoriaux permettent de faire le point sur l'avancement des travaux et des programmes passés, ou en cours, aussi bien dans le domaine de l'électrification (extensions, renforcements, enfouissements et sécurisations), de l'éclairage public ou des communications électroniques.

CT Haut Léon

Vendredi 24 septembre

CT Pays de Landivisiau

Jeudi 30 septembre

CT Pays Fouesnantais

CT Quimper Bretagne Occidentale

Jeudi 7 octobre

CT Morlaix Communauté

Mardi 19 octobre

CT Pleyben Chateaulin Porzay

Jeudi 21 octobre

CT Cap Sizun - Pointe du Raz - Douarnenez

CT Pays d'Iroise  
Mercredi 27 octobre

CT Lesneven Côte des Légendes

Mardi 21 septembre

CT Pays de Landerneau Daoulas

Mardi 28 septembre

CT Presqu'île de Crozon Aulne Maritime

Mardi 5 octobre

CT Haut Pays Bigouden

CT Pays Bigouden Sud

Lundi 18 octobre

CT Concarneau

CT Quimperlé

Mercredi 20 octobre

CT Pays des Abers

Lundi 25 octobre

CT Huelgoat Carhaix

Lundi 22 novembre



# Collèges électoraux du SDEF

Le territoire du Finistère est réparti en 10 collèges électoraux (hors Brest Métropole). Chaque collège est représenté par un vice-président (2 pour Quimper et Quimperlé/Concarneau) afin de garantir une bonne représentativité géographique dans l'objectif de concilier proximité et cohérence.



## LE BUREAU

L'actuel bureau a été élu en septembre 2020. Il est composé de 14 membres : le président et 13 vice-président(e)s.

### Les missions du bureau

Le bureau conçoit collégialement et propose au Comité les actions nouvelles à mettre en place pour satisfaire les besoins exprimés par les communes et communautés de communes adhérentes, en fonction de l'évolution des moyens financiers du SDEF.

### Les membres du bureau



**Antoine Corolleur**  
Président du SDEF



**Stéphane Le Doaré**  
1<sup>er</sup> vice-président  
Collège électoral  
du Pays Bigouden



**Hervé Herry**  
2<sup>ème</sup> vice-président  
Collège électoral  
de Quimper



**Marie-Claire Hénaff**  
3<sup>ème</sup> vice-présidente  
Collège électoral  
de Landivisiau/Haut-Léon



**François Hamon**  
4<sup>ème</sup> vice-président  
Collège électoral  
de Morlaix



**Pierrot Belleguic**  
5<sup>ème</sup> vice-président  
Collège électoral  
du centre Finistère de Quimperlé/Concarneau



**Jacques Rannou**  
6<sup>ème</sup> vice-président  
Collège électoral  
de Quimperlé/Concarneau



**Roger Talarmain**  
7<sup>ème</sup> vice-président  
Collège électoral  
d'Aber-Iroise



**Thomas Férec**  
8<sup>ème</sup> vice-président  
Collège électoral  
de Quimper



**René Souben**  
9<sup>ème</sup> vice-président  
Collège électoral de  
Cap-Sizun/Douarnenez



**Jean-Yves Quéré**  
10<sup>ème</sup> vice-président  
Collège électoral de  
Landerneau/Lesneven



**Marie-Jo Toullec**  
11<sup>ème</sup> vice-présidente  
Collège électoral  
de Quimperlé/Concarneau



**Xavier Borel**  
12<sup>ème</sup> vice-président  
Collège électoral  
de Crozon/Chateaulin



**Pascal Kerboul**  
13<sup>ème</sup> vice-président  
Représentant des EPCI

# COMMISSION CONSULTATIVE PARITAIRE

## POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

La commission consultative paritaire pour la transition énergétique a eu lieu le 17 décembre 2021 à Quimper.

Cette commission a été instituée par la loi Transition Énergétique pour la Croissance Verte (LTCV) de 2015. Il est attendu que cette commission coordonne l'action de ses membres dans le domaine de l'énergie, mette en cohérence leurs politiques d'investissement et facilite l'échange de données.

Après les élections de 2020, cette commission consultative paritaire pour la transition énergétique a été renouvelée et s'est réunie en décembre pour la première fois sous ce nouveau mandat. Elle rassemble autant de représentants d'EPCI que de délégués du SDEF et sa présidence revient, de par la loi, au président du SDEF.

Pour cette première commission, il a été rappelé dans un premier temps les missions du syndicat.

Ensuite, cette réunion a permis de valider le partage du schéma directeur IRVE (SDIRVE) par le SDEF en partenariat avec les EPCI en 2022 :

### **Bilan des bornes de recharge déjà installées par le SDEF :**

Depuis 2015, le syndicat a déployé un réseau de 216 bornes de recharge pour véhicules électriques dont 15 de charges rapides. Quatre «super chargeurs» (bornes délivrant jusqu'à 182kW de puissance), sont en projet. Le réseau s'est déployé en suivant une logique d'aménagement du territoire.

L'ensemble des bornes installées par le SDEF sont exploitées sous la marque «Ouest Charge», partagée avec 6 autres Syndicats départementaux de Bretagne et Pays de la Loire. Cette marque propose aux usagers un réseau unique de bornes de recharge sur le territoire du grand ouest. Ce nouveau service, permet l'accès à plus de 1 100 bornes de recharge pour véhicules électriques avec un seul badge et une grille tarifaire unique.

### **Le projet de schéma directeur de développement des stations :**

L'utilisation des bornes de recharge est en forte augmentation, en 2021 un véritable décollage est observé. Ceci s'explique par l'évolution constante du nombre de véhicules électriques sur le marché.

L'idée est donc de développer un schéma directeur pour le développement des IRVE de manière à parvenir à une offre publique suffisante aux horizons 2025/2035 et de coordonner l'offre entre les différents opérateurs.

### **Un travail collaboratif entre le SDEF et les EPCI :**

Un travail collaboratif est nécessaire pour anticiper les nouveaux équipements et leur impact sur le réseau électrique.

Les EPCI seront associés au comité de suivi de l'étude, des séances de formation sur la mobilité électrique leur seront proposées. Des ateliers de travail lors de la phase d'évaluation des besoins et de validation du plan d'actions seront organisés. Et un livrable de l'étude, à l'échelle de leur périmètre, leur sera remis.

Le président a souligné l'importance de se doter d'une stratégie cohérente avec les stratégies de mobilités des EPCI y compris les stratégies des mobilités douces.

La question de la recharge des vélos électriques a été abordée, le SDEF porte un premier projet de déploiement de bornes pour vélos électriques sur le canal de Nantes à Brest.





# PLAN DE RELANCE

## SÉCURISATION DES RÉSEAUX

Le SDEF a monté un dossier de demande de subvention pour des crédits exceptionnels au titre du plan de Relance 2021 du FACE pour les affecter à la résilience des réseaux sur des opérations de sécurisation des réseaux. Deux dossiers ont été présentés, un premier pour un montant de crédits de 600 k€ et un second pour 300 k€. Le SDEF a obtenu une subvention de l'ordre de 450 k€ ce qui représente des travaux pour 562 500 € HT.

Grace à ce plan de relance, 5 postes électriques ont été totalement sécurisés sur les communes de Botmeur, Guissény, Landéda, Kerlouan et La Martyre soit au total 3 941 ml de fils nus supprimés et la sécurisation de l'alimentation électrique de 85 abonnés.

Le dossier a été déposé au FACE en avril 2021, les travaux ont commencé dans la foulée et ils ont tous été terminés pour le mois de décembre.

**3 941 ML** FILS NUS SÉCURISÉS  
**85** NOMBRE DE CLIENTS



## DÉPLOIEMENT DE SUPERCHARGEURS

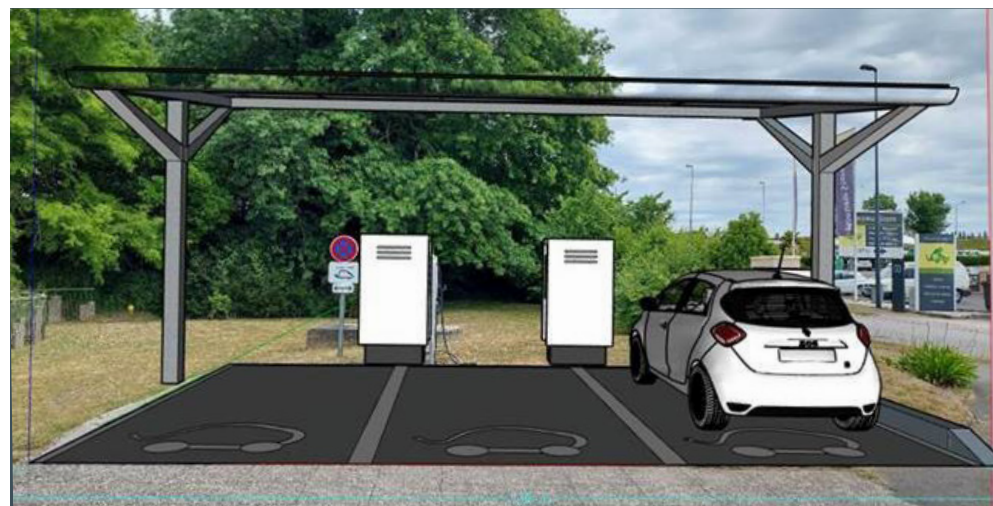
Toujours dans le cadre du plan «France Relance» du FACE, le syndicat a été retenu pour le déploiement de trois super chargeurs.

L'installation de ces 3 superchargeurs devra respecter un cahier des charges spécifique :

- L'implantation sur une commune rurale au sens de l'électrification est nécessaire pour percevoir la subvention.
- L'installation devra être couplée à la mise en place d'ombrières photovoltaïques
- Nécessité d'être à proximité immédiate des routes nationales pour toucher le public cible.
- Nécessité de pouvoir disposer d'une puissance de 180 kVA (capacité du poste et distance du branchement).
- Placement des superchargeurs permettant de répondre à un maximum de types de trajets (Brest-Morlaix/Morlaix-St Brieuç/Brest-Quimper/Quimper-Lorient).

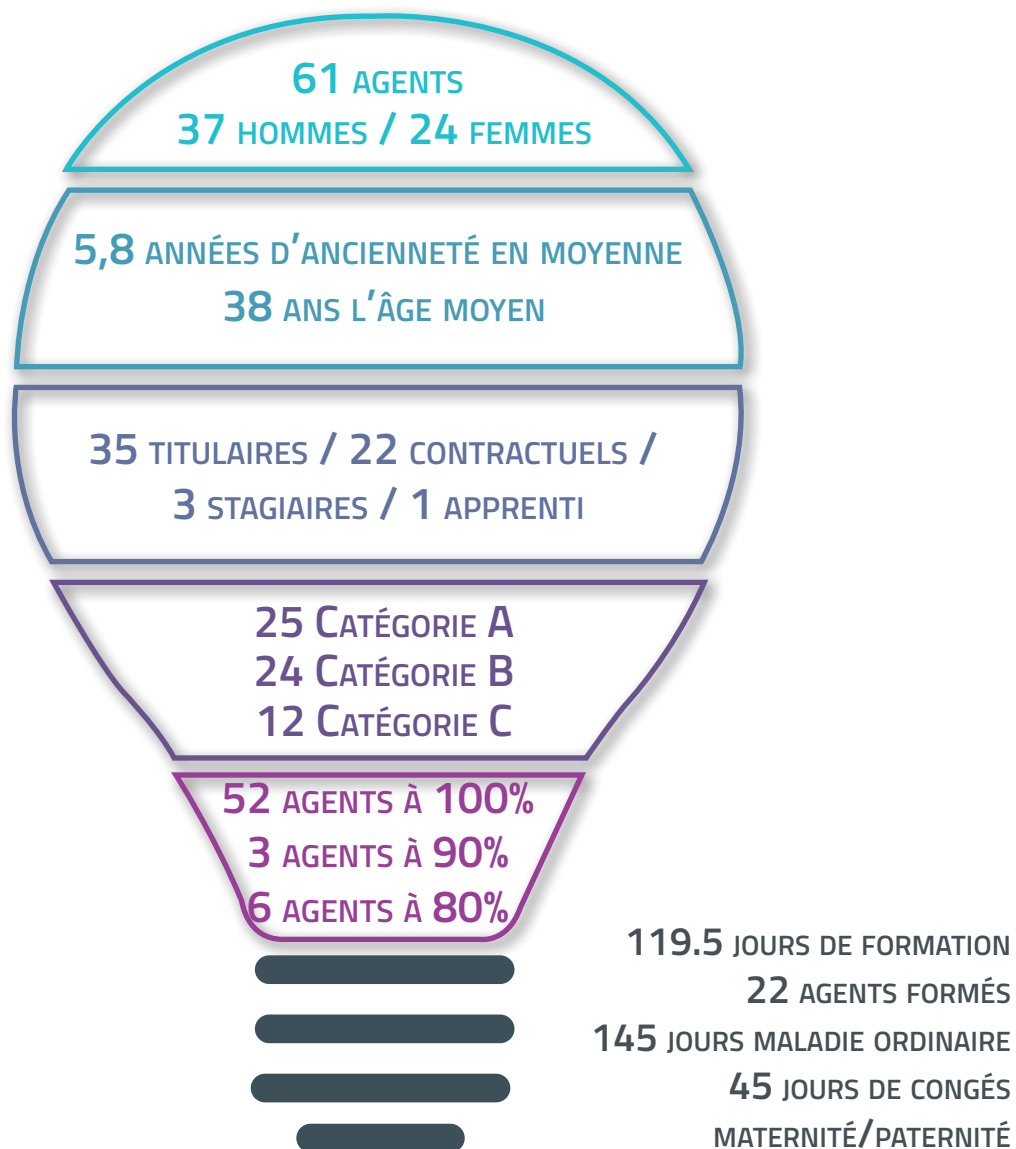
Les 3 sites qui ont été retenus :

- Axe Brest-Morlaix - Aire de covoiturage de Ploudaniel
- Axe Quimper-Lorient - Aire de covoiturage de Kervidanou
- Axe Brest-Quimper - Près de la station GNV de Saint Evarzec



# UNE ÉQUIPE À VOTRE ÉCOUTE

**BILAN SOCIAL** au 31/12/2021



## NOUVELLES ARRIVÉES



De gauche à droite :

- SDEF -

Stéphane SIMON, chargé d'affaires éclairage public (*absent de la photo*)

Florent HENON, data scientist (*absent de la photo*)

Kévin LE TOQUIN, technicien géomètre topographe

Alizée WARIN, conseillère en énergie partagée

Clément REPIN, technicien géomètre topographe

Mélanie STEPHANT, chargée d'affaires éclairage public

Chloé BRAULT, assistante juridique

Antonin FLAUSSE, conseiller en énergie partagé

Adrien ROLLAND, chargé d'affaires contrôle des concessions

Lisa GLOAGUEN, chargée de communication et de la stratégie digitale

Tanguy LE PROUD'HOM, assistant chargé de mission mobilité durable alternance

Solène ORTIZ-GARCIA, économiste de flux et animatrice des expositions

Youenn HUON, chargé de mission énergie

- SEM -

Agathe LE CLEAC'H, secrétaire comptable et administrative (*absente de la photo*)

Théo CARDINAL, chargé de développement GNV

Marine CROZON, chargée de développement des énergies renouvelables

## DÉPARTS

Simon BERTHOU, chargé d'affaires énergie

Antoine GUILLAUME, chargé de communication et de la stratégie digitale

Antoine MARTIN, chargé contrôle des concessions

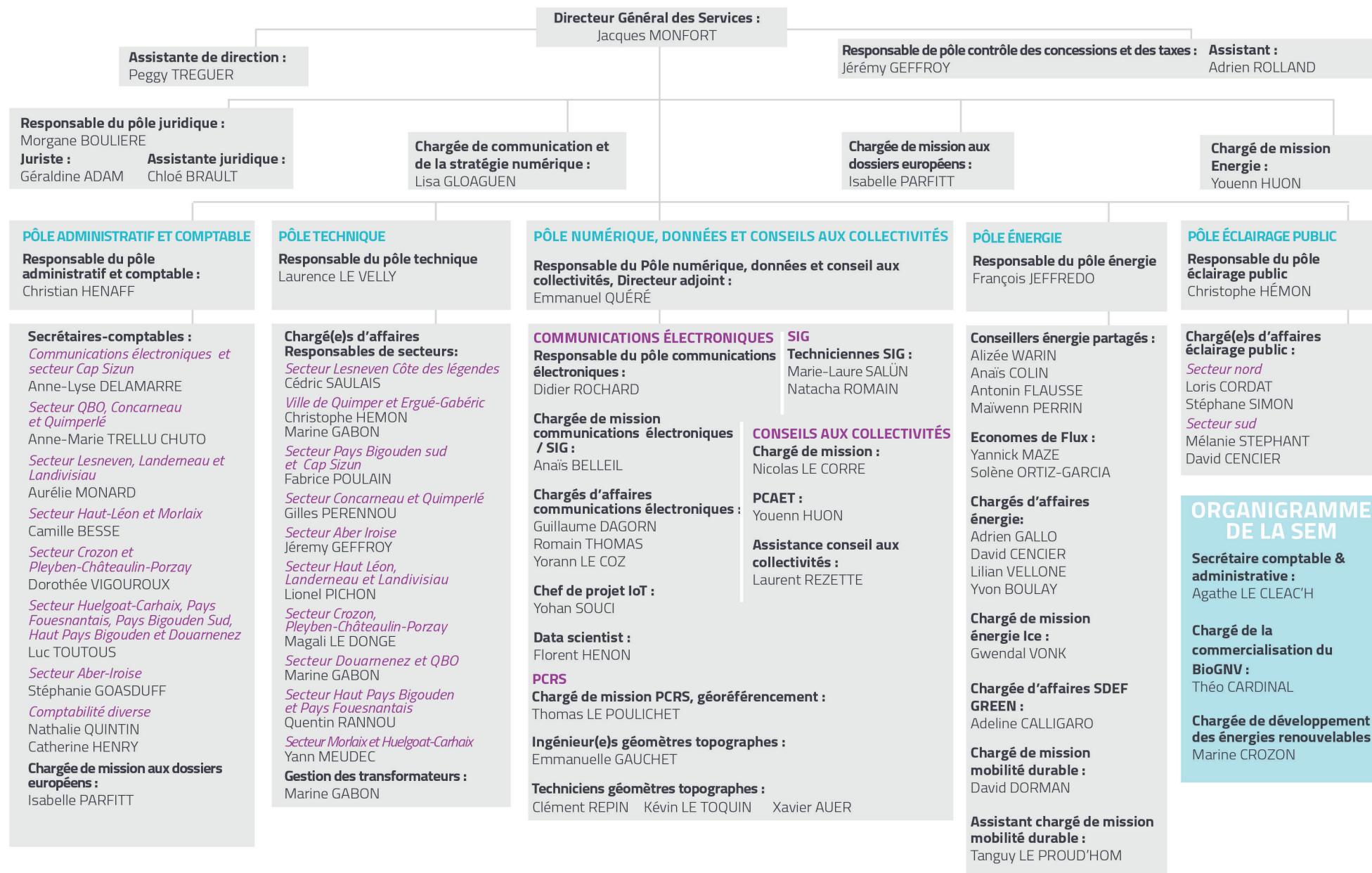
Yann MORICEAU, conseiller en énergie partagé

Hélène VENTE, chargée de mission énergie

Rapport d'activité 2021 - Une équipe à votre écoute



# ORGANIGRAMME DU SDEF



## ORGANIGRAMME DE LA SEM

**Secrétaire comptable & administrative :**  
Agathe LE CLEAC'H

**Chargé de la commercialisation du BioGNV :**  
Théo CARDINAL

**Chargée de développement des énergies renouvelables :**  
Marine CROZON

# PÔLE JURIDIQUE

## UNE ACTIVITÉ CROISSANTE

Le pôle juridique du SDEF est composé de 3 juristes. Ses missions sont variées mais répondent aux mêmes objectifs :



Assurer la **sécurité juridique** des actes et des missions exercées par le SDEF



Défendre les **intérêts de la collectivité** en cas de contentieux



Assister les **technicien(ne)s et les chargé(e)s de mission** par son expertise juridique

## 4 DOMAINES D'INTERVENTION

### LES MARCHÉS PUBLICS ET DÉLÉGATIONS DE SERVICE PUBLIC

En tant que syndicat mixte, le SDEF est soumis au nouveau Code de la commande publique entré en vigueur au 1<sup>er</sup> avril 2019. Il doit donc respecter les principes fondamentaux de la commande publique qui sont la liberté d'accès à la commande publique, l'égalité de traitement des candidats et la transparence des procédures.

Le pôle juridique établit l'ensemble des marchés publics et délégations de service public. Il assure la rédaction des pièces (en lien avec le pôle technique en ce qui concerne les pièces techniques), la passation des marchés (publicité, analyse, participation aux commissions d'appels d'offres...) et leur notification. Par ailleurs, il met à disposition ses services (de rédaction et passation de marchés) auprès des membres qui le demandent.

### LES DOSSIERS PRÉCONTENTIEUX ET CONTENTIEUX

Le pôle juridique est en charge de la gestion des dossiers précontentieux et contentieux. En effet, il se charge d'apporter dans les meilleurs délais, une réponse aux réclamations des particuliers qui rencontreraient des difficultés suite aux interventions du SDEF. Le pôle juridique gère également les dossiers contentieux afin de défendre au mieux les intérêts de la collectivité.

### LA VEILLE ET LE CONSEIL JURIDIQUE

Une mission essentielle du pôle juridique est d'être attentif aux évolutions législatives et réglementaires qui peuvent intervenir dans ses domaines de compétences et d'en informer les agents ou les membres du SDEF.

Le pôle juridique prodigue également des conseils juridiques aux agents du SDEF mais également aux

collectivités qui en font la demande. Pour cela, le service se forme régulièrement pour être toujours à jour des nouvelles réglementations afin que sa pratique soit toujours efficiente.

### LES SEM ET SOCIÉTÉS DE PROJET

Le pôle juridique est également de plus en plus sollicité concernant des projets qui sont rattachés à la SEM Energies en Finistère : création de filiales, rédaction de statuts et pactes d'actionnaires, réponse à des appels à projets, etc...

Ces domaines d'intervention ne sont pas exhaustifs. Les missions du pôle juridique s'adaptent aux évolutions des domaines de compétence du SDEF et de la structure.

## POUR LE SDEF

34 marchés publics conclus

13 de services / 3 de fournitures / 18 de travaux

## POUR LA SEM

10 marchés conclus

4 de services / 1 de fournitures / 5 de travaux



# PÔLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

## HUIT SECRÉTAIRES-COMPTABLES

### UN TRAVAIL DE COLLABORATION AVEC LES CHARGÉS D'AFFAIRES ET CHARGÉS DE MISSION

Interlocuteurs des collectivités, les huit secrétaires-comptables répartis entre Quimper et Landivisiau traitent tous les aspects comptables et administratifs, selon une répartition territoriale revue au 1<sup>er</sup> janvier 2021. Ils interviennent pour le traitement des dossiers et l'exécution financière des marchés publics tant sur le domaine de l'électrification et de l'éclairage public que sur les thématiques de l'énergie, de la transition énergétique, la mobilité ou les communications électroniques. Ils interviennent également en appui de l'assistance conseil auprès des communes.

## ASPECT FINANCIER

### UNE AUGMENTATION DE 35% DES ÉCRITURES COMPTABLES

L'équipe du pôle a mandaté 5 694 opérations pour un volume de dépense à 56 000 k€ dont 75 % de mandats typés marchés publics avec un volume financier s'élevant à plus de 45 000 k€, volume financier représentant 75 % du total des dépenses de l'exercice.

Quant aux recettes, le pôle a titré 2 743 opérations pour une enveloppe globale de 70 000 k€.

Au budget général s'ajoutent quatre budgets annexes (production d'énergie, gaz, communications électroniques et bornes de recharge électrique). Ils ont généré 1 031 mandats, soit une progression de 64 % par rapport à l'an passé, et 240 opérations de recettes.

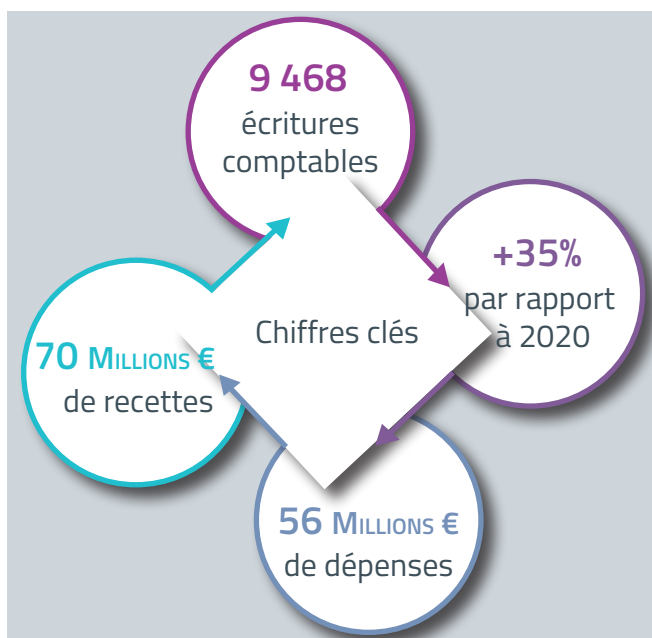
En 2021, les agents du pôle administratif et comptable ont enregistré 9 468 écritures comptables, mandats et titres confondus, soit une progression de 35 % par rapport à l'an passé.

### DÉMATÉRIALISATION DE LA CHAÎNE COMPTABLE

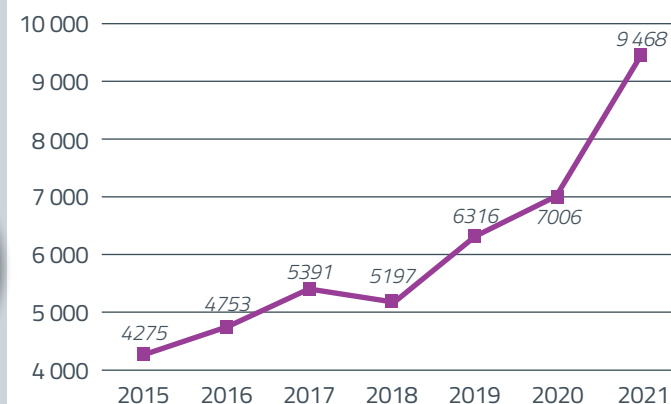
Débutée en 2016, la dématérialisation de la chaîne comptable, de la signature électronique des marchés et des bons de commandes ou ordres de service à la transmission des flux au trésor public, est depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020 réalisée à près de 100% par le pôle administratif.

### ENREGISTREMENT DES ENGAGEMENTS COMPTABLES

Dans le prolongement de la mise en œuvre en 2019 de l'enregistrement des engagements comptables des dépenses, 2 475 bons de commande, devis ou engagements juridiques ont été enregistrés. L'équipe comptable a mis en œuvre l'engagement des recettes. Ainsi, chaque convention est saisie en engagement. Soit cette année, 1 214 pièces comptables. Essentiellement les conventions financières et conventions de maîtrise d'ouvrage unique.



### ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉCRITURES COMPTABLES



# PÔLE TECHNIQUE

## SES MISSIONS

Le Pôle Technique est composé de 10 chargés d'affaires (8 hommes et 2 femmes) qui sont chacun l'interlocuteur unique et privilégié d'un secteur géographique qui suit les limites des communautés de communes.

Chaque chargé d'affaires travaille en étroite collaboration avec un ou une secrétaire comptable pour le suivi administratif et financier des travaux. Ils sont aussi épaulés par leurs collègues des Pôles Éclairage public et numérique. Malgré la

persistance et les conséquences de la crise sanitaire en 2021, le pôle technique a constamment montré son attachement à être réactif aux demandes des collectivités et à maintenir une activité économique soutenue sur l'ensemble du territoire de la concession.

En effet c'est 50 millions d'euros de travaux qui ont été commandés aux entreprises en 2021 (1 370 chantiers d'électrification, d'éclairage public ou de télécommunications électroniques).



## RÉPARTITION TERRITORIALE DES SECRÉTAIRES-COMPTABLES ET CHARGÉS D'AFFAIRES

AU 31 DÉCEMBRE 2021



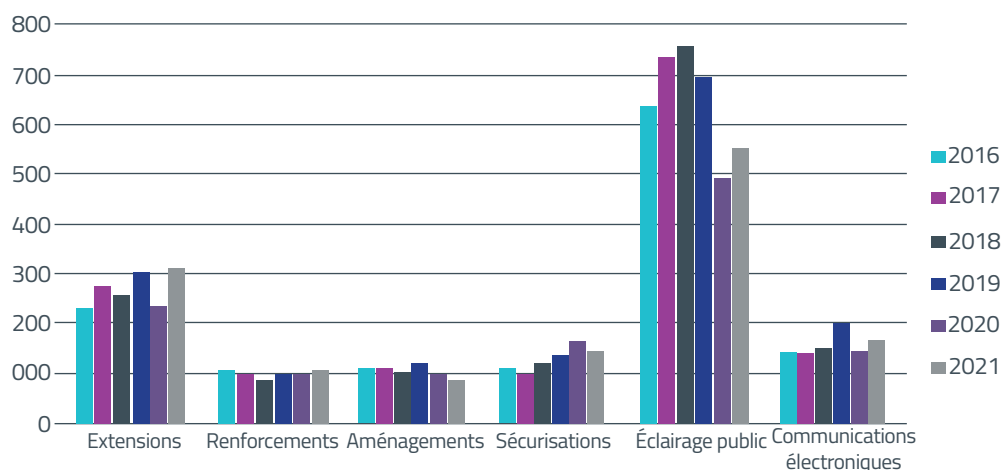


# LES TRAVAUX SUR LES RÉSEAUX

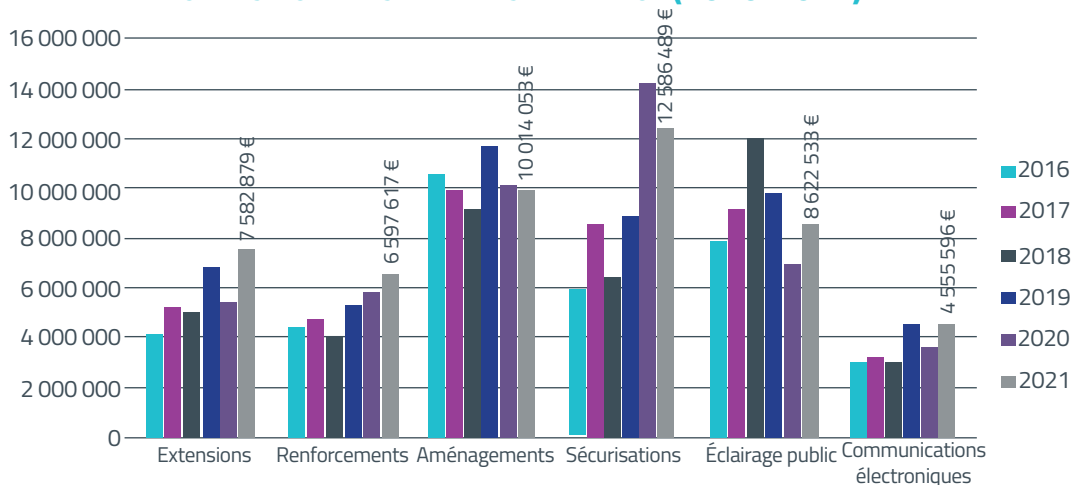
## LES DONNÉES GLOBALES

Le nombre de dossiers travaux géré par le SDEF est en hausse de 10% par rapport à 2020 (1370 dossiers en 2021). Effectivement les opérations d'extension (particuliers et lotissements privés comme communaux), d'éclairage public et de télécommunication ont augmentées. On peut y voir les conséquences d'une prise en main des projets par les équipes élues en 2020 ainsi qu'une reprise de l'économie liée aux nouveaux logements.

## ÉVOLUTION DU NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS PAR LE SDEF (2016-2021)



## RÉPARTITION DES MONTANTS PAR TYPES DE TRAVAUX (2016-2021)



# 50 MILLIONS D'€ TTC

D'INVESTISSEMENTS POUR DES TRAVAUX SUR RÉSEAUX

# 1370 DOSSIERS TRAITÉS

TOUTES COMPÉTENCES CONFONDUES

## ÉVOLUTION DES MONTANTS DES TRAVAUX SUIVIS PAR LE SDEF (2015-2021)



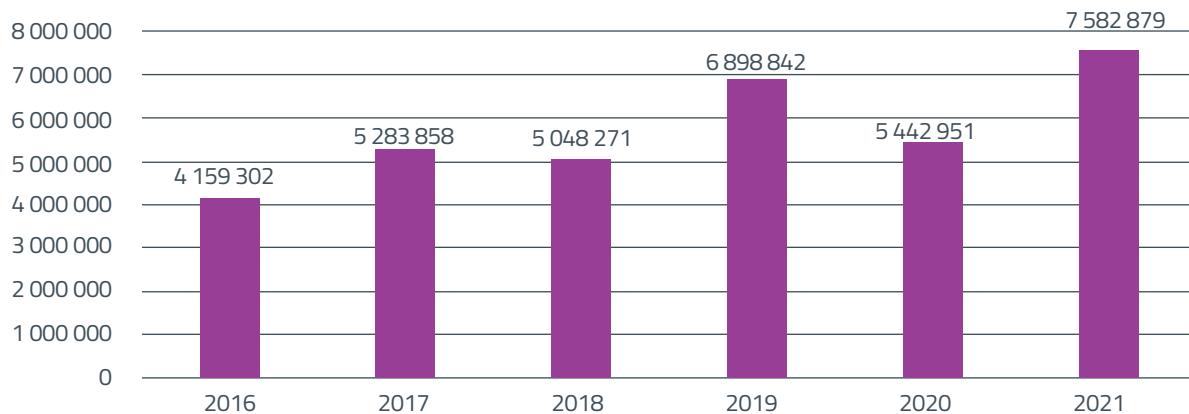
## RÉPARTITION DES DOSSIERS MIS EN TRAVAUX SUIVIS PAR LE SDEF EN 2021



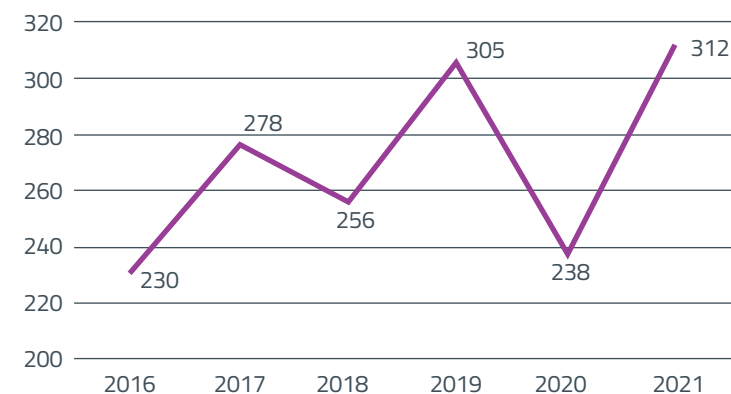
## LES EXTENSIONS

La reprise économique dans le domaine des nouveaux logements en 2021 faisant suite au creux connu en 2020 se fait sentir dans les commandes de travaux d'extensions du SDEF : +39 % en montant par rapport à 2020 et +31 % en nombre de dossiers. Le niveau de 2019 est même dépassé.

### MONTANTS ENGAGÉS DES EXTENSIONS EN TTC (2016-2021)



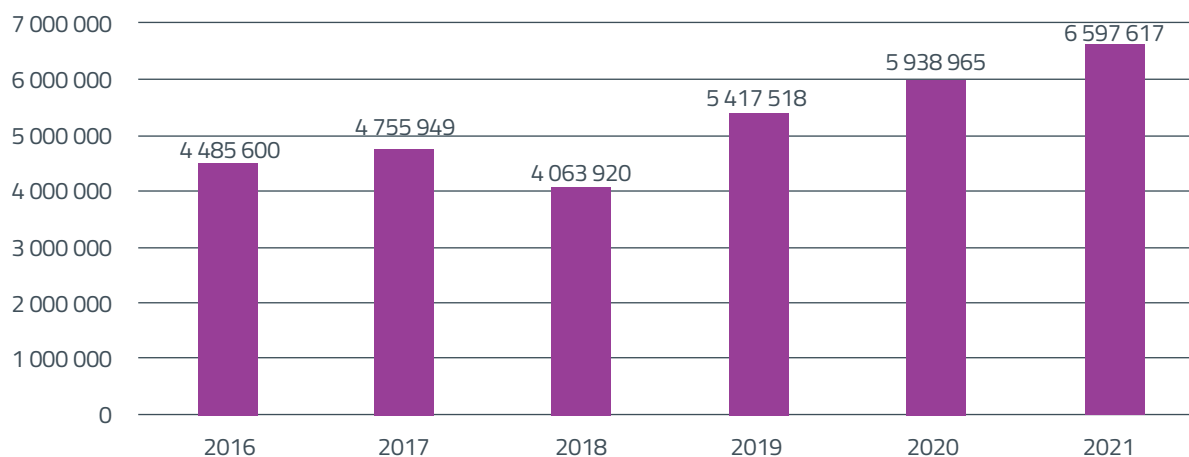
### NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS EN EXTENSION (2016-2021)



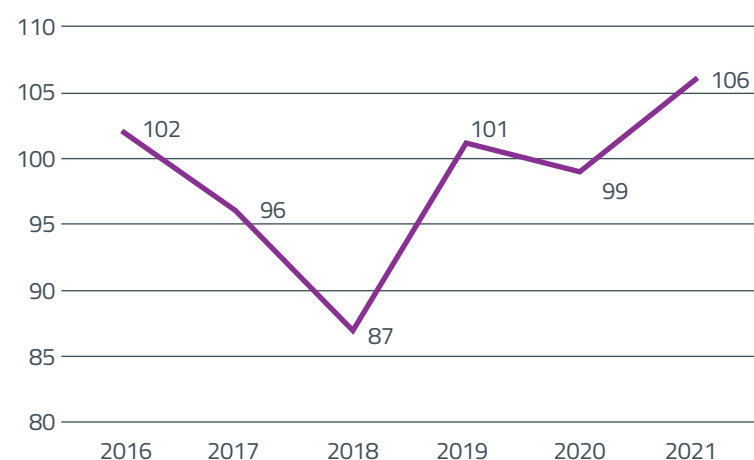
## LES RENFORCEMENTS

Les travaux de renforcements commandés augmentent en 2021 par rapport à 2020 : 106 dossiers traités (soit suite à une plainte client soit suite à de nouveaux raccordements) pour un montant de 6.6 millions €. Le SDEF continue de travailler sur les postes dits « mal alimentés » sans plainte client exprimée mais qui font l'objet d'un partage de vision commune de « problématique de qualité » entre Enedis et le SDEF. Dès qu'un dossier de renforcement est administrativement prêt il est commandé en travaux, il n'y a pas d'attente ; les renforcements restent une priorité du SDEF.

### MONTANTS ENGAGÉS DES RENFORCEMENTS EN TTC (2016-2021)



### NOMBRE DE DOSSIERS TRAITÉS EN RENFORCEMENT (2016-2021)

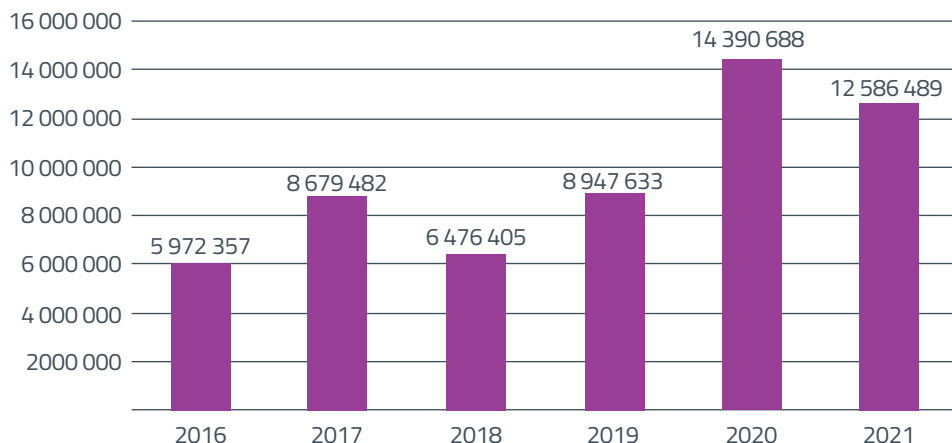




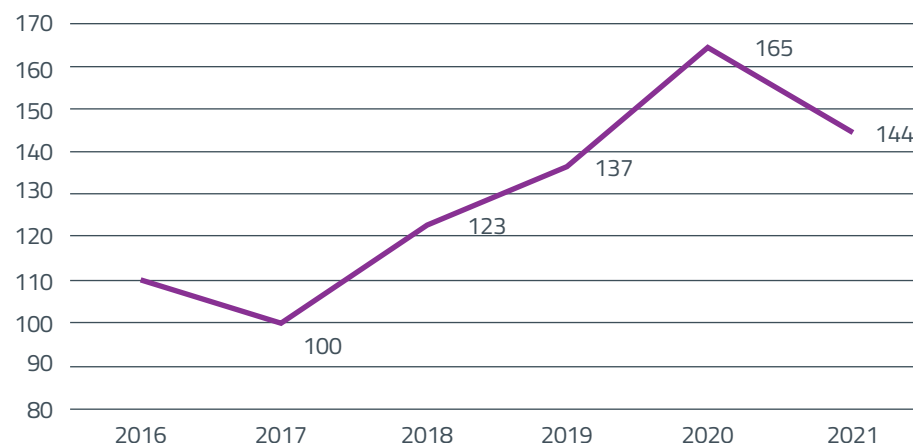
## LES SÉCURISATIONS

Les réseaux électriques de la Concession du SDEF sont composés de 22.2 % de réseaux de fils nus alors que la moyenne nationale n'est que de 8 %. Le SDEF a depuis de nombreuses années des programmes conséquents de sécurisation des réseaux. En ce qui concerne l'exercice 2021 c'est 12.6 millions de travaux que le SDEF a commandés sur 144 affaires. Le SDEF ne cesse de chercher des financements supplémentaires, pour 2021 au titre du plan de relance national le SDEF a obtenu des crédits complémentaires d'un montant de 450 000 euros pour réaliser des travaux de sécurisation.

### MONTANTS ENGAGÉS DES SÉCURISATIONS EN TTC (2016-2021)



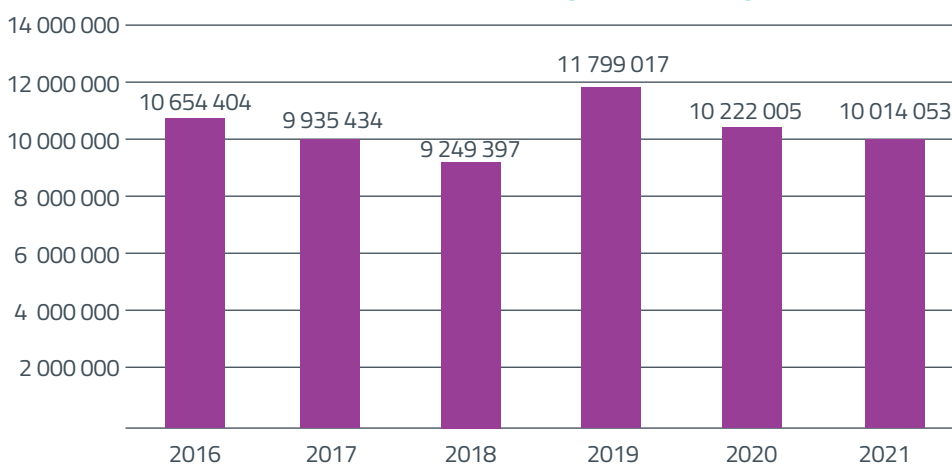
### NOMBRES DE DOSSIERS TRAITÉS EN SÉCURISATION (2016-2021)



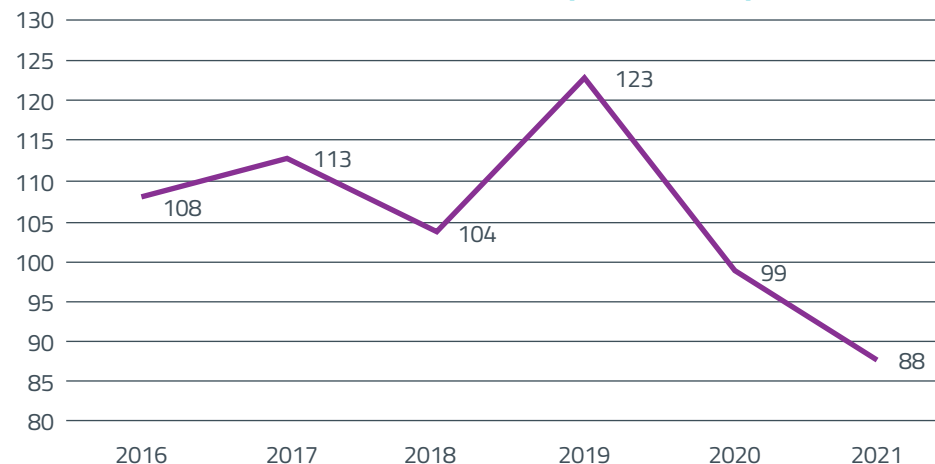
## LES AMÉNAGEMENTS DE RÉSEAUX

Par rapport aux années précédentes de fin de mandat, peu d'effacements ont été commandés en 2021 (88 aménagements esthétiques soit 11 % de moins qu'en 2020 et 29 % de moins qu'en 2019) pour un montant sensiblement égal à 2020 de 10 millions d'euros.

### MONTANTS ENGAGÉS DES AMÉNAGEMENTS EN TTC (2016-2021)



### NOMBRES DE DOSSIERS TRAITÉS EN AMÉNAGEMENT (2016-2021)



# LA COMPÉTENCE ÉLECTRIQUE

Le rapport de contrôle de la concession de distribution publique d'électricité du territoire continental complet est disponible sur notre site internet onglet documentation.

## CHIFFRES CLÉS

### LES CHIFFRES DE LA CONCESSION DU SDEF

**40** postes sources

**15 767** postes de transformation HTA/BT

**11 699 km** de réseau moyenne tension (HTA)

**14 732 km** de réseau basse tension (BT)

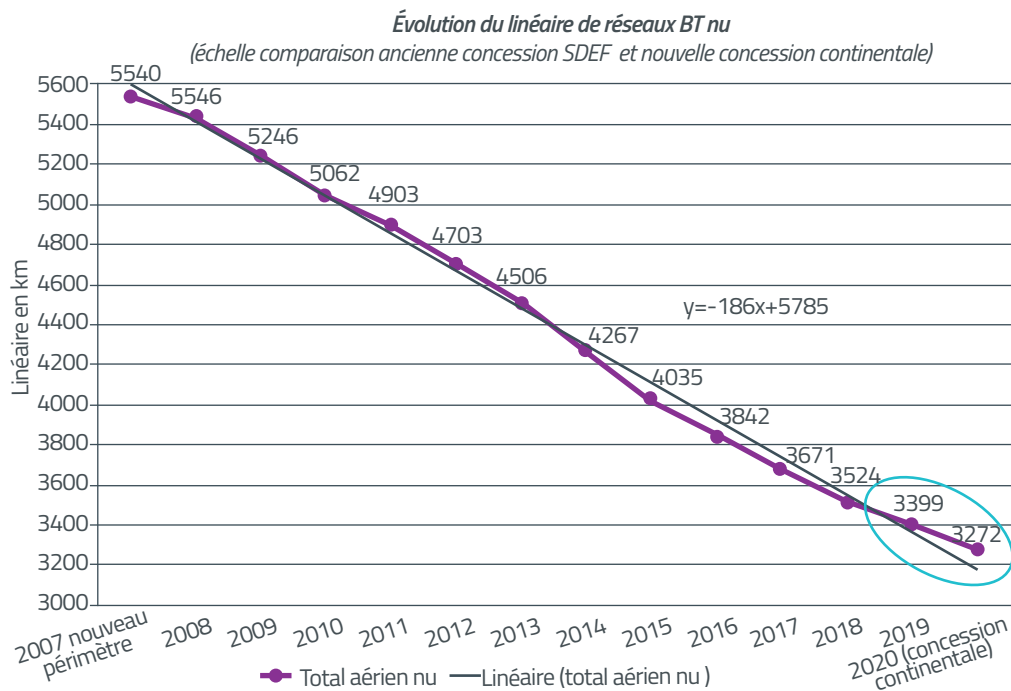
**467 005** points de livraison

**335 343** clients aux tarifs réglementés de vente (**tarif bleu**)

**4776** installations de production

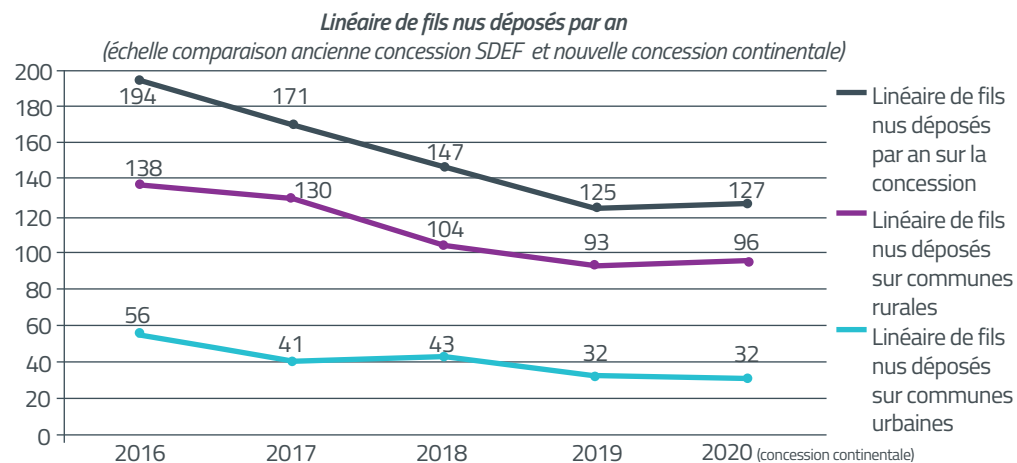
## LINÉAIRE DU RÉSEAU BT NU

En 2020, sur la concession continentale, les fils nus représentent, encore, plus de 22% du patrimoine BT ; avec un linéaire de 3 272 km. A titre de comparaison, le taux national de réseaux BT nus est près de 3 fois moins élevé que celui de la concession, avec un pourcentage de seulement 8%. Sur ces 3 272 km, près de 2 200 km se situent sur des communes rurales.



Pour tenter de déterminer si le ralentissement constaté de la dépose sur la période 2016-2020 concerne ou pas les 2 maîtrises d'ouvrages, une analyse des résorptions par types de communes a été réalisée.

Sur cette base, on constate une diminution des linéaires nus déposés annuellement sur les 2 territoires ; ces derniers atteignant leur minimum en 2019 et 2020 ; avec seulement et respectivement 32 km et 93/96 km.



# LE SUIVI DES RÉCLAMATIONS

Une boîte mail est réservée aux réclamations : [mediation@sdef.fr](mailto:mediation@sdef.fr)

## Le contexte de ce suivi

Le SDEF, en tant qu'autorité concédante, se doit de concourir au règlement des litiges entre les usagers (particuliers, professionnels ou collectivités) et le concessionnaire.

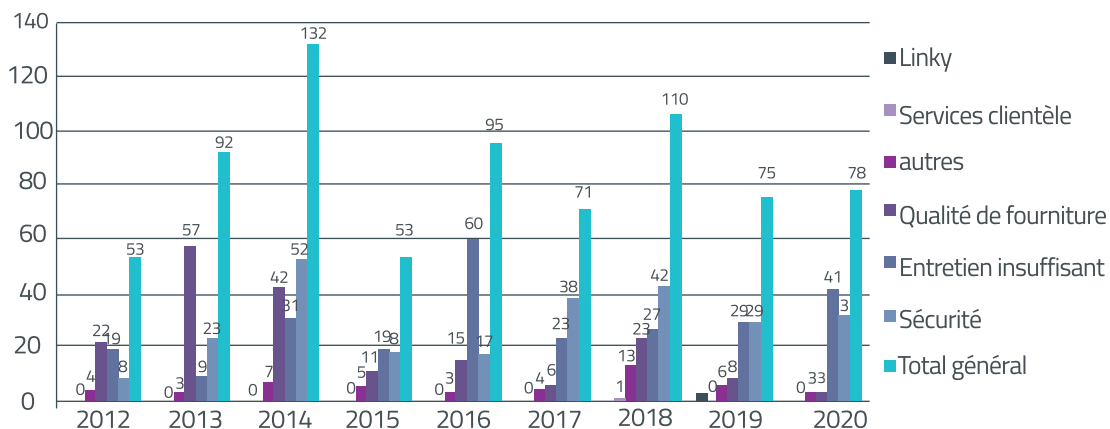
Le contrôle en continu comprend donc notamment ce rôle de médiation.

## Comparaisons interannuelles

Le concédant peut être ainsi saisi pour des problèmes:

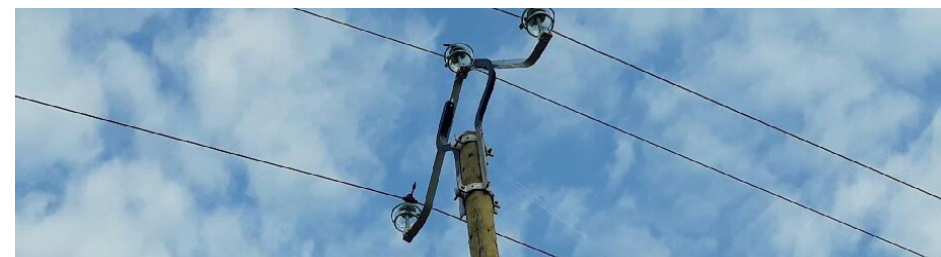
- De sécurité (coffrets endommagés, poteaux penchés, dysfonctionnement réseau EP en concession...),
- D'entretien insuffisant (défaut d'élagage, poteaux ou accessoires vétustes, ...),
- De chantiers non totalement achevés (non dépose ou non évacuation de supports démantelés, réfection de voirie non finalisée...),
- De qualité de fourniture (chutes de tension, surtensions, coupures ou microcoupures),
- De délai d'intervention ou de raccordement,
- De services client...

Réclamations par sujet

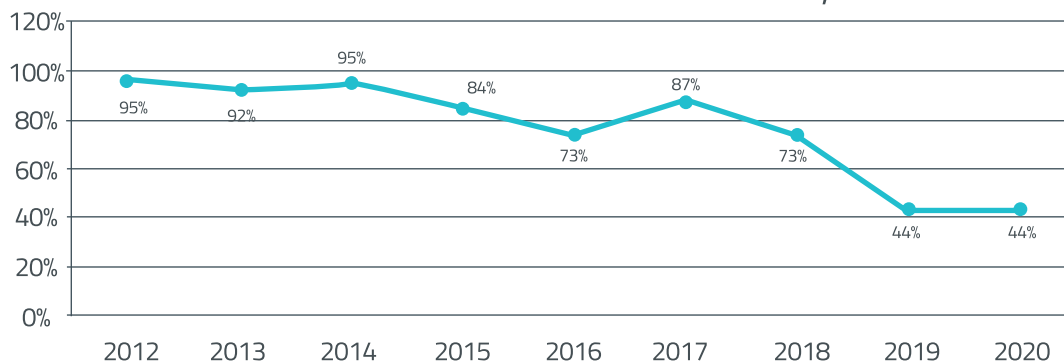


La sécurité (hors dangers imminents relevant du CAD) et l'entretien insuffisant demeurent les sujets prédominants, représentant respectivement près de 40 et 53% des saisines.

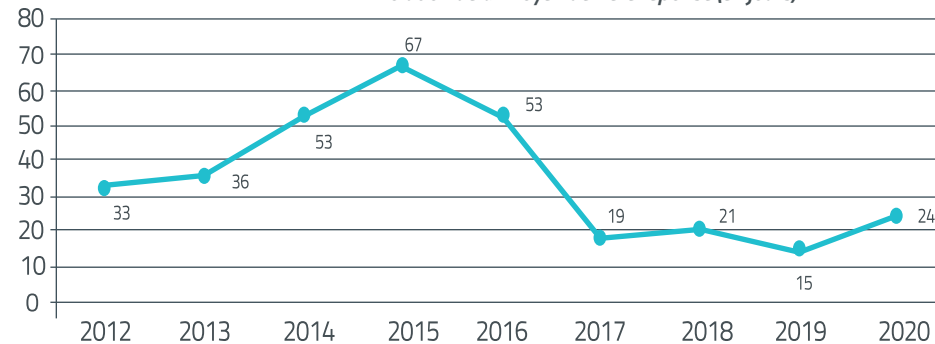
Les délais de première réponse repartent à la hausse ; avec un retour d'Enedis sous 24 jours en moyenne, contre 15 en 2019 (soit +60% en un an), et ce, sans compter les 14 réclamations (soit 18%) qui, à date de rédaction de ce rapport, n'avaient fait l'objet d'aucune réponse.



Taux de classement des réclamations de l'exercice N à fin N+1



Evolution délai moyen de 1ère réponse (en jours)





# LA COMPÉTENCE ÉLECTRIQUE

## L'EXPERTISE DES PRESTATIONS POUR LE COMPTE DE TIERS

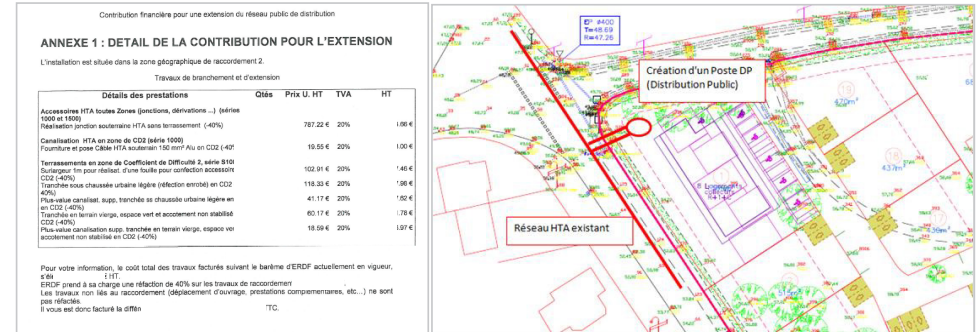
Le syndicat est régulièrement sollicité par des communes ou particuliers, souhaitant bénéficier de son expertise. Il est ainsi amené à analyser, très en amont ou à un stade plus abouti, le traitement de ce type de dossiers et les éventuelles réponses apportées par le concessionnaire.

Les prestations concernées sont :

- Les raccordements en soutirage et/ou injection,
- Les déplacements d'ouvrages,
- Les modifications de raccordement,
- Et plus largement les prestations sur catalogues Enedis...

Dans les faits, ces contrôles consistent à :

- vérifier, selon les cas, la solution technique retenue et la comparer à la solution de référence (à savoir la solution non seulement techniquement et administrativement faisable, mais également la moins onéreuse), le détail des prestations chiffrées et sa cohérence avec la solution envisagée, ainsi que la répartition de la charge financière entre les différents protagonistes...
- en cas de validation de l'approche Enedis, faire retour de l'analyse du SDEF auprès du demandeur, justifications à l'appui,
- en cas de divergence d'analyse, intervenir directement auprès d'Enedis afin de faire évoluer les choix techniques et/ou les modalités financières



appliqués au demandeur.

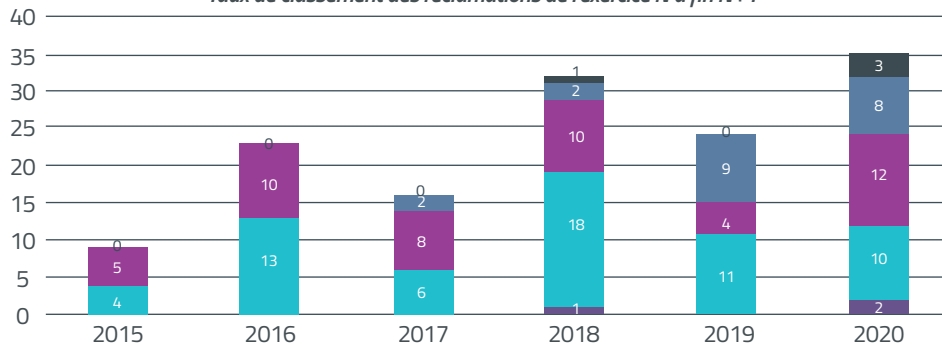
Ainsi, en 2020, le syndicat a, suite à des demandes d'élus ou de clients, étudié de manière approfondie 35 prestations préchiffrées ou chiffrées par Enedis pour compte de tiers.

Comme le montre le graphique ci-dessous à gauche, ce chiffre reste très fluctuant d'une année sur l'autre ; tributaire des sollicitations. Mais il atteint en 2020 son plus haut niveau depuis le démarrage de ces expertises. La répartition de ces dossiers par typologie est reprise ci-après, avec un historique depuis 2015 :

On observe ainsi, comparativement à 2019, une forte progression en 2020 des sollicitations relatives aux raccordements en soutirage puisqu'à elles seules, elles couvrent plus 1/3 des demandes d'expertises contre moitié moins sur l'exercice précédent.

Parmi ces 35 dossiers (couvrant 31 communes différentes), le SDEF ne partageait pas la position du concessionnaire sur 6 d'entre eux et après être intervenu auprès de ses services, le syndicat a obtenu une révision des modalités financières. Ce sont au total plus de 30 k€ que les demandeurs concernés ont pu économiser suite à l'intervention du SDEF.

Taux de classement des réclamations de l'exercice N à fin N+1



■ catalogue prestations ■ déplacement d'ouvrage ■ raccordement conso ■ raccordement conso ■ comptage/facture/relève

# LA COMPÉTENCE NUMÉRIQUE, DONNÉES ET CONSEILS AUX COLLECTIVITÉS

## SYSTÈME D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE

Le SIG permet d'avoir une connaissance précise et actualisée de l'ensemble des réseaux gérés par le SDEF en offrant des informations détaillées du patrimoine et en facilitant ainsi le pilotage des actions menées sur le territoire.

Le SIG du SDEF s'articule entre le logiciel métier MUSE et ArcGIS Enterprise.

Le logiciel MUSE permet la gestion de la maintenance de l'éclairage public pour les communes ayant transféré leurs compétences. ArcGIS Enterprise, développé par ESRI, permet

de satisfaire les besoins du SDEF en termes de production de données, d'analyse spatiale, d'édition cartographique et de diffusion d'information géographique grâce à son portail web. De nombreuses données y sont publiées : réseaux électriques (moyenne et basse tension), réseaux de communications électroniques, réseaux d'éclairage public, données PCRS, bornes de recharges pour véhicules électriques, etc. Le serveur ArcGIS permet également de gérer la publication des flux mis en place pour la diffusion

des données aux collectivités (flux éclairage public, cadastre solaire et PCRS).

Le SIG du SDEF assure ainsi quatre missions essentielles : la sécurisation (contrôle des plans de récolement et réponse aux DT/DICT), l'optimisation financière (meilleure connaissance des réseaux, rationalisation des interventions), l'aide à la décision pour les projets engagés (PCRS, IoT, communications électroniques, énergie...), l'information et la communication (facilités aujourd'hui par la mise en place des flux).

### Eclairage public

**2 860 KM** de réseaux dont le SDEF assure l'exploitation / maintenance

**217 communes** intégrées dans le SIG soit **82 500 points lumineux** et **3 876 armoires de commandes**.

Intégration de données de **7 nouveaux EPCI** ayant transféré l'exploitation / maintenance soit **80 armoires, 1 234 points lumineux** et **42 km de réseaux**

### Communications électroniques

**272 KM**

**de réseaux cartographiés,**

dont le SDEF est exploitant  
(option A)

### Infrastructure de recharge de véhicules électriques

**216 bornes de recharge**  
pour véhicules  
électriques localisées

## LE CADASTRE SOLAIRE

Le SDEF a réalisé un cadastre solaire sur l'ensemble du Finistère (à l'exception de Brest Métropole et de Quimper Bretagne Occidentale, déjà dotés de tels outils).

Réalisé à partir du croisement de nombreuses données (modèle numérique d'élévation en 3D du territoire, pente, exposition, données météorologiques, etc.), il permet de visualiser facilement le productible solaire et la puissance photovoltaïque d'un bâtiment afin d'évaluer la pertinence d'une installation photovoltaïque à l'échelle d'une commune ou de l'intercommunalité. Ces données sont visualisables à l'échelle du bâtiment entier mais également des éléments intra toitures, afin de localiser finement

les surfaces exploitables. De nombreuses données attributaires sont disponibles : gisement solaire, potentiel et puissance photovoltaïque, productible solaire, surface du toit, exposition, etc.

Le cadastre solaire est disponible sur l'extranet SIG du SDEF à l'adresse <https://sig.sdef.fr/portail>. Afin d'obtenir vos identifiants de connexion, merci de vous rapprocher du service SIG ([sig@sdef.fr](mailto:sig@sdef.fr)).

Depuis la mise en ligne du cadastre solaire sur son extranet SIG, 149 collectivités se sont rapprochées du SDEF en 2021 afin d'obtenir leur accès de connexion et une moyenne de 23 connexions par mois sur l'application est enregistrée.



# DT-DICT ET GÉORÉFÉRENCIEMENT DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Les travaux effectués à proximité des canalisations constituent les causes les plus fréquentes de leurs détériorations. La réforme anti-endommagement, de 2012 vise à éviter les dommages parfois dramatiques causés dans le cadre des travaux de voirie. Elle

implique, pour les exploitants de réseaux sensibles, de fournir une cartographie de leurs ouvrages sur une plateforme mutualisée au niveau national : le Guichet Unique ([www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr](http://www.reseaux-et-canalizations.ineris.fr)). De leur côté, les maîtres d'ouvrages et les exécutants de

travaux ont l'obligation de consulter le guichet unique avant l'envoi d'une DT (déclaration de travaux), d'une DICT (déclaration d'intention de commencement de travaux) et d'ATU (avis de travaux urgents).

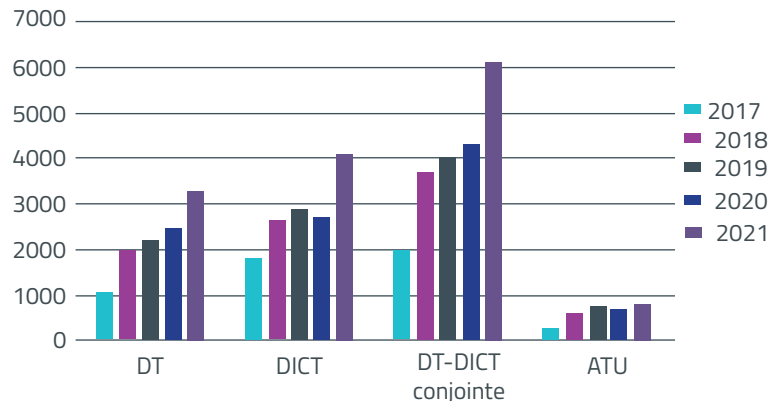
## RÉPONSES AUX DT-DICT

En tant qu'exploitant de réseaux, le SDEF assure le traitement des réponses aux DT/DICT/ATU conformément à la réglementation en vigueur pour :

**Le réseau et les ouvrages d'éclairage public** pour le compte des 217 communes adhérentes en 2021 et pour le compte des 5 EPCI. Depuis 2017 le nombre de demandes est passé de 5 111 à 14 223 et est en constante augmentation.

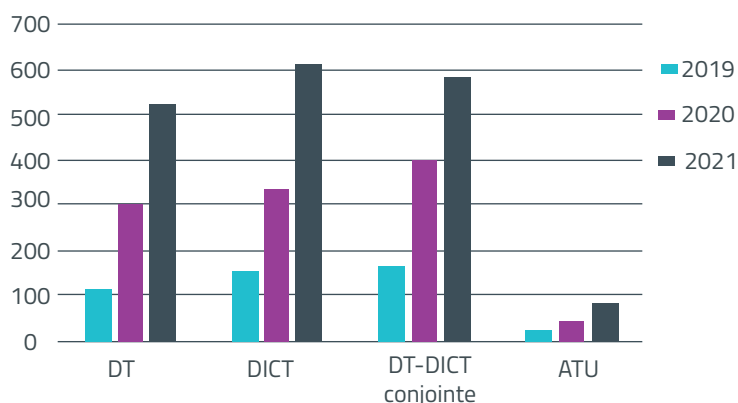
**Le réseau des communications électroniques** : le SDEF réalise les DT-DICT pour les réseaux ayant fait l'objet d'un enfouissement coordonné sur 272 km de réseaux de communications électroniques répartis sur 167 communes. 1 799 demandes ont été faites en 2021.

Evolution du type de demandes EP



DT : demande de travaux / DICT : déclaration d'intention de commencement de travaux / ATU : avis de travaux urgents

Evolution du type de demandes CommElec



## GÉORÉFÉRENCIEMENT DES RÉSEAUX D'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Afin d'avoir une cartographie plus précise des réseaux d'éclairage public, et de suivre l'évolution de la réforme « Anti-endommagement » qui oblige progressivement les exploitants de réseaux à répondre aux DT en classe A. Ce niveau de précision doit être atteint depuis 2020 pour les communes classées par l'INSEE en unités urbaines. Dans ce cadre, et malgré le contexte lié à la pandémie de Covid19, le SDEF a pu détecter près de **280 km** de réseaux enterrés sur **19 communes** en 2021. Pour les 144 communes hors unités urbaines l'échéance est prévue pour janvier 2026. Sur ces communes, le linéaire total à détecter est aujourd'hui proche de 810 km. A terme, le SDEF aura détecté et géoréférencé près de 1 760 km de réseaux d'éclairage public en classe A.

### 16 022 réponses aux demandes en 2021

	DT	DICT	DT-DICT conjointe	ATU
Éclairage public	3 248	4 098	6 116	761
Communications électroniques	523	612	586	78
<b>Total</b>	<b>16 022</b>			

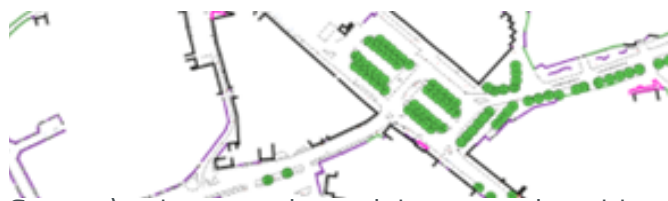


# PLAN DE CORPS DE RUE SIMPLIFIÉ (PCRS)

## UN FOND DE PLAN MUTUALISÉ POUR FAIRE FIGURER TOUS LES RÉSEAUX

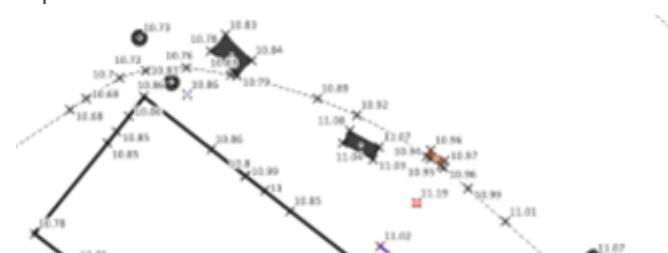
Mis en œuvre dans le cadre de la réforme « anti-endommagement des réseaux » de 2012, le Plan Corps de Rue Simplifié (PCRS) sera, dès 2026, le fonds de plan de référence de tous les gestionnaires de réseaux pour répondre aux DT-DICT. La création et la mise à jour du référentiel finistériens s'inscrit dans une démarche partenariale regroupant le SDEF (qui s'est positionné dès 2017 comme autorité publique locale compétente), ENEDIS, GRDF et la très grande majorité des EPCI du département.

La stratégie retenue vise à réaliser le référentiel à partir d'une cartographie mobile (Mobile Mapping



System) qui permet de produire une orthovoirie (Orthophotoplan représentant le corps de rue à partir du nuage de points colorisé par des photos) sur les 25 000 km de voirie et complétée sur les bourgs et centres-villes par la vectorisation des éléments du corps de rue, conformément aux prescriptions du centre national de l'information géographique (CNIG).

Cette méthode de levée permet également de proposer une application de navigation en 3D dans la vue immersive (photo à 360° de toute la voirie) pour répondre aux besoins existants ou futurs dans les domaines de la voirie, de la gestion patrimoniale ou la représentation du territoire en 3D.



## BILAN DE L'ANNÉE 2021



Après une année 2020, marquée par le confinement strict lié au Covid19, le service complété en février 2021 par l'arrivée de 2 nouveaux techniciens est monté en compétence tout au long de l'année sur les phases d'acquisition et de traitement de la donnée.

L'objectif fixé à 5 000 km / an jusque 2026 est quasiment atteint puisque le service a pu effectuer en 2021 plus de 120 jours de levée et

cartographier ainsi plus de 4 600 km de voirie et en post-traiter environ 3 800 km.






Fin 2021, 73 communes étaient entièrement levées, dont 51 post-traitées. Le SDEF disposait d'une orthovoirie finalisée sur 34 d'entre elles et de 720 km de filaire vectorisé.

Le marché de contrôle des données a été attribué au printemps 2021 à l'entreprise ETUDIS. L'externalisation de cette prestation permet au SDEF de garantir la fiabilité des données produites auprès de l'ensemble des partenaires du projet. Le contrôle porte sur la précision géographique et l'exhaustivité des données mais également sur la structure des fichiers et la conformité au géostandard national PCRS édité par le CNIG.

Les résultats sont là aussi très encourageants

puisque la précision mesurée sur les 15 premières communes est inférieure à celle de 5 cm inscrite dans les conventions signées entre le SDEF et les partenaires.

### A RETENIR EN 2021

-  Recrutement de 2 techniciens géomètres topographes, portant l'effectif à 5 personnes
-  Formations et montée en compétence des agents pour asseoir la méthodologie en place
-  Rencontre avec l'ensemble des partenaires du projet pour valider le calendrier et les modalités techniques
-  Relevé de 4 630 km de voirie
-  Attribution du marché de contrôle

## LA MISSION D'ASSISTANCE – CONSEIL APPORTÉE PAR LE SDEF

Pour accompagner ses adhérents dans leurs projets, le SDEF assure des missions d'assistance administrative, juridique et technique pour le compte de ses membres. Cette activité s'appuie sur l'article L 5721-9 du CGCT qui prévoit que les services d'un syndicat mixte peuvent être tout ou partie mis à disposition de ses collectivités ou établissements membres, pour l'exercice de leurs compétences. Le SDEF intervient alors par le biais d'une convention de mise à disposition de service et d'annexes financières propres à chaque projet.

### LES ACTIONS MENÉES EN 2021

#### Voirie et aménagement :

**10 communes** accompagnées dans la préparation d'un accord cadre à bon de commande pour l'entretien et la rénovation de voiries communales (*budget cumulé de 900 000 €HT*) dont 9 en suivi de travaux dans le cadre de leur mise en oeuvre.

**2 communes** accompagnées dans le cadre de marchés de travaux pour l'aménagement de corps de rue (*budget de 270 000 € HT*)

#### Réseaux humides :

**1 EPCI** accompagné dans la préparation d'un accord cadre à bon de commande pour le renouvellement / extension de réseaux de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées (budget maximum de 700 000 € HT).

**2 EPCI** accompagnés sur des marchés de travaux de renouvellement / extension de réseaux de distribution d'eau potable, d'assainissement des eaux usées (budget cumulé – 315 000 € HT).

#### Création des stations gaz naturel véhicules (GNV) :

Suivi, coordination et planification globale du chantier de la station GNV de Guipavas (lots GC/VRD, électricité, canalisations gaz et équipements) pour un montant total de 1 600 K€ (part travaux : 802 K€ – part équipements : 950 K€) ouverte depuis octobre 2021.

**Au total, sur l'année 2021, tous programmes confondus, 12 collectivités ont bénéficié des services proposés par l'assistance / conseil.**

## ZOOM SUR LA COMMUNE DE GOUÉZEC



Le SDEF a accompagné la Communauté de Communes de Pleyben – Châteaulin - Porzay, sur la commune de Gouézec. L'opération concernait le renouvellement des réseaux de distribution d'eau potable et d'assainissement des eaux usées dans l'emprise de la rue du Stade, de la rue Legge et de la rue Karreg An Tan. Le syndicat a apporté son expertise dans les domaines des réseaux humides en parallèle de travaux d'optimisation de l'éclairage public. Ce travail précédait le programme d'embellissement du cœur de bourg qui a été lancé par

la commune en janvier 2022.

Le renouvellement des infrastructures des services d'eau et d'assainissement est un enjeu de préservation de la ressource en eau, mais également un enjeu d'économie sur les coûts d'exploitation. Il représente des investissements importants mais demeure un impératif pour assurer la continuité et la qualité du service.

Dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement des eaux usées, l'entretien des infrastructures constituant le patrimoine collectif devient donc un enjeu majeur.

#### Les principales particularités de cette opération étaient les suivantes :

-Travaux d'effacement des réseaux basse tension, éclairage public et communications électroniques. Coût des travaux : 70 000 € H.T.

-Travaux de réfection de voirie comprenant structure et bande de roulement. Coût des travaux : 25 000 € H.T.

-Travaux préparatoires – installation de chantier – études d'exécution – sondages – constat d'huissier. Coût : 10 000 € H.T.

-Renouvellement du réseau d'assainissement des eaux usées, y compris branchements, sous l'emprise de l'aménagement. Coût des travaux : 120 000 € H.T.

-Renouvellement du réseau de distribution d'eau potable, y compris branchements, sous l'emprise de l'aménagement. Coût des travaux : 70 000 € H.T.

**Coût total des travaux d'aménagement 295 000 € H.T. soit 354 000 € T.T.C.**

# COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES

## FIBRE OPTIQUE JUSQU'À L'HABITATION, FTTH

Les opérateurs privés déploient des réseaux en fibre optique principalement dans les grandes villes. En dehors de ces secteurs, c'est le syndicat mixte MEGALIS Bretagne, qui déploie un réseau d'initiative publique (RIP) dans le cadre du Projet Bretagne Très Haut Débit. Le SDEF a conclu un partenariat avec Mégalis avec à la clé une mise à disposition de personnels.

Le réseau THD (très haut débit) en cours de déploiement s'appuie entièrement sur la technologie en fibre optique. C'est donc un nouveau réseau qui doit être construit partant du central optique jusqu'au point de branchement. Ce déploiement massif se fait le plus souvent dans des infrastructures existantes : souterraines ou aériennes. Cependant, Il faut aussi créer les

infrastructures quand elles sont inexistantes ou inutilisables (cas des câbles téléphoniques en pleine terre). Sur le segment dit de Transport (entre le central optique et l'armoire de rue) le souterrain sera systématique, alors qu'en distribution, la plantation de poteaux sera privilégiée, plus rapide et moins coûteuse.

### PHASE 1

**FTTH Tranche 1** : la tranche 1 est aujourd'hui terminée. Elle comportait 18 366 lignes pour 7 plaques dans le Finistère.

**FTTH tranche 2** : La seconde tranche du déploiement FTTH est sur le point de s'achever. Dans le Finistère, cette tranche concerne environ 58 800 lignes. La dernière partie des travaux est concentrée sur la distribution et touche à sa fin. Le travail restant consiste à réceptionner les travaux, étape nécessaire avant de pouvoir lancer la commercialisation de ces lignes.

### PHASE 2

Le SDEF participe, en collaboration avec Mégalis, à cette nouvelle phase de déploiement. Quatre agents du SDEF interviennent dans le projet BTHD Phase2 avec un taux d'affectation entre 60 et 90%.

C'est le groupement Axione/Bouygues qui en assure la conception et la réalisation. Celle-ci s'étale sur la période 2019 – 2023, et porte sur 130 000 prises réparties sur 324 armoires, elles-mêmes groupées en 143 zones d'étude.

Les études font l'objet d'une validation en deux temps, la première est l'étude PROJET qui présente le principe de desserte, la position des armoires et le contour de la zone. Ce sont 83 études PRO qui ont été validées fin 2021 sur les 143 zones. La seconde est l'étude d'EXECUTION. Elle rentre, quant à elle, dans le détail de la distribution optique jusqu'au point de branchement terminal : 51 des 143 zones sont validées au 31 décembre 2021. Ces validations permettent à Axione de réaliser les travaux de transport et de distribution.

En 2021, 10 dossiers ont été réceptionnés, 9 en transport et 1 en distribution.

Parallèlement les travaux de pose des armoires de rue « SRO » se sont prolongés pour atteindre 196 armoires posées à la fin 2021.

En complément au FTTH, 58 montées en débit ont débuté avec un autre marché. La mise en service de 36 d'entre elles est effective fin 2021.

## ENFOUISSEMENTS COORDONNÉS DE RÉSEAUX

Le SDEF a réalisé 88 dossiers d'enfouissements de réseau électrique en 2021 (légère baisse par rapport aux 99 affaires de l'an dernier). Le montant des commandes correspondant à la pose d'infrastructures de communications électroniques en coordination, a quant à lui, progressé de 3,6 M€ en 2020 à 4,5 M€ TTC en 2021. Cela s'explique par l'importance et le linéaire de travaux réalisés.

La collectivité a sous certaines conditions, l'opportunité de conserver la propriété de l'infrastructure, nous parlons alors d'option A. Cette dernière est financièrement plus intéressante pour la collectivité car elle génère une recette de participation au terrassement et une recette de location annuelle. La gestion de ces infrastructures est assurée par le SDEF

### Participation de l'opérateur sur les options A :

Pour les chantiers terminés en 2021 la participation de l'opérateur historique au terrassement s'élève à 103 500 €. La participation est voisine de 4€ du mètre linéaire de tranchée commune.

### Location annuelle sur les options A :

La location des fourreaux sur ces mêmes chantiers sera de 16 500 € annuel en année pleine (8 300 € en 2021 au prorata temporis de la mise à disposition)

Depuis la mise en œuvre de l'option A, le reversement aux communes de la participation et de la location s'élève à 767 000 € dont 83 290 € au titre des dossiers réalisés en 2021.



# INTERNET DES OBJETS - IOT

## LE SERVICE FINISTÈRE SMART CONNECT

L'objectif du projet Finistère Smart Connect est de développer et de mettre à disposition du SDEF et des collectivités adhérentes, un service de territoire connecté. Et ainsi de proposer à moindre coût, des outils de pilotage des politiques publiques dans les domaines de l'efficacité énergétique. Cela permettra à terme d'optimiser les services publics en réseaux et d'améliorer la

relation citoyenne.

Les données publiques étant de plus en plus nombreuses, il y a désormais un enjeu de souveraineté vis-à-vis de celles-ci. Pour garantir la maîtrise, le SDEF propose donc de se doter de l'ensemble des infrastructures nécessaires à leur exploitation. Depuis les serveurs et plateformes jusqu'aux applications, en passant par les bases

de données et le réseau bas débit LoRa par lequel les données transitent depuis les capteurs. En stockant ces données sur un serveur physique propriétaire à Rennes (Bretagne Telecom) et en apportant des solutions de sécurité face au risque cyber, le SDEF propose ainsi un outil mutualisé au service de ses compétences et de celles de ses adhérents.

## BILAN DE L'ANNÉE 2021

Le SDEF a finalisé, la phase de déploiement des antennes et des capteurs métiers sur le secteur de la Communauté de communes du Pays d'Iroise avec un Comité de pilotage qui s'est tenu au siège de la CCPI à Lanrivoaré le 12 juillet 2021 et a permis de présenter les premiers résultats.

### Déploiement des gateways LoRa :

20 passerelles radio LoRa sont désormais en fonctionnement sur la CCPI et 4 sur Ouessant. Durant l'année une amélioration de leur performance ont permis d'augmenter le taux de couverture.

### Déploiement des capteurs :

368 armoires télégérées ont été mises en service ainsi que 121 points lumineux sur Ouessant. 70 points d'apport volontaire ont également été équipés de capteurs. Les premiers résultats, sur la période du 01/02/2021 au 06/07/2021, ont permis de montrer que les collectes étaient effectuées en moyenne avec un taux de remplissage de 48 %. Ces premiers éléments démontrent l'intérêt du service qui peut permettre d'ajuster et d'optimiser les circuits de collecte en fonction du niveau de remplissage dont le rythme peut varier au cours de l'année. Des améliorations ont été apportées à l'application afin de permettre une bonne visualisation des données traitées et en améliorer le traitement. 500 compteurs équipés de

capteurs natifs ont été livrés en décembre 2020 à la CCPI qui en a installés plus d'une centaine au cours de l'année 2021. Sur ceux-ci la télérelève des consommations est désormais possible et les données sont directement adressées sur les bases de données des serveurs du SDEF. Un connecteur a été développé en 2021 afin que les données stockées sur le serveur du SDEF puissent être directement consultables sur le logiciel « métier » de la Communauté de communes.

Les déploiements des capteurs d'efficacité énergétique et de qualité de l'air dans les bâtiments ont concerné 7 bâtiments sur la CCPI et 11 bâtiments sur Ouessant. 108 capteurs au total ont été installés pour le sous-comptage des consommations d'énergie et les mesures d'ambiance (température, humidité, luminosité, fréquentation) et de CO2. Les premières analyses permettent de confirmer l'intérêt de ces suivis pour optimiser les consommations des bâtiments publics.

### Définition du modèle économique :

L'année 2021 a également permis de définir le modèle économique de déploiement, basé sur la mutualisation des infrastructures et engager les premiers échanges avec les EPCI finistériens.

### Préparation des nouveaux déploiements

Sur le territoire de la CC du Pays Bigouden Sud, les études de déploiement du réseau LoRa ont été engagées ainsi que les études d'implantation des capteurs de télégestion de l'éclairage public sur Pont-L'Abbé et Plobannalec-Lesconil.

Sur le territoire de Concarneau Cornouaille Agglomération, les premières études ont également été engagées en lien avec le projet de pôle d'échange multimodal de Rosporden.

Durant l'année 2021, le programme ACTEE a permis d'installer 12 capteurs de mesures d'ambiance et 8 capteurs de sous-comptage électrique supplémentaires dans plusieurs écoles publiques (Saint-Pabu, Landéda, Plouguin, Lanrivoaré, Le Conquet, Plouarzel). Ils sont désormais connectés au réseau LoRa situé sur le territoire de la CC du Pays d'Iroise.



# LA COMPÉTENCE ÉCLAIRAGE PUBLIC

## UNE COMPÉTENCE À LA CARTE

L'éclairage public est une compétence à la carte proposée par le SDEF, et librement choisie par ses adhérents. La compétence est composée des deux activités suivantes :

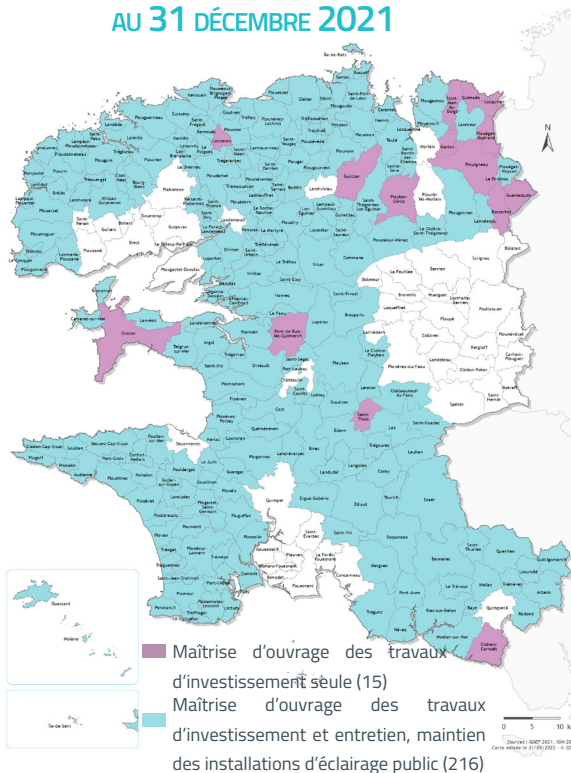
- La maîtrise d'ouvrage des travaux,
- La maintenance et l'exploitation des installations

### AU 31 DÉCEMBRE 2021

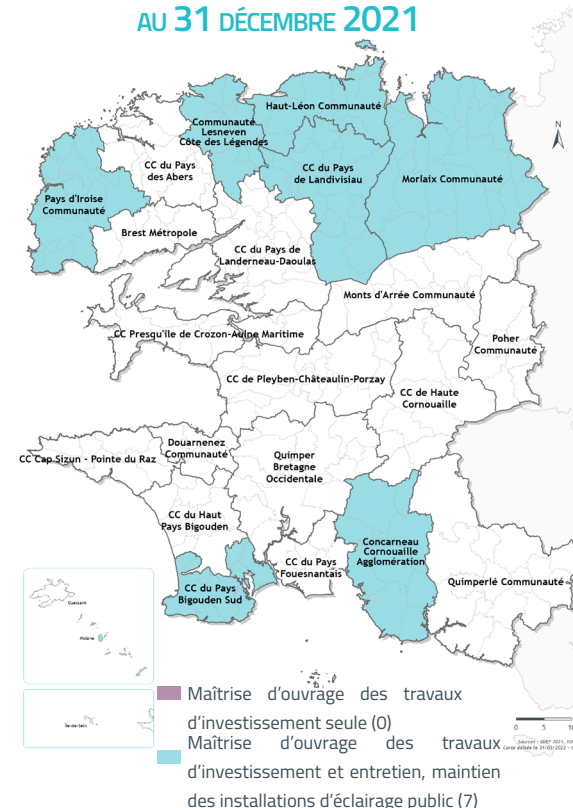
le SDEF exerçait :

- La maîtrise d'ouvrage des travaux d'investissements sur 17 communes
- La maîtrise d'ouvrage et la maintenance de l'éclairage public pour le compte de 217 communes et 7 EPCI, représentant 82 500 points lumineux et 3 876 armoires de commande en exploitation.

### COMPÉTENCE ÉCLAIRAGE PUBLIC AU 31 DÉCEMBRE 2021

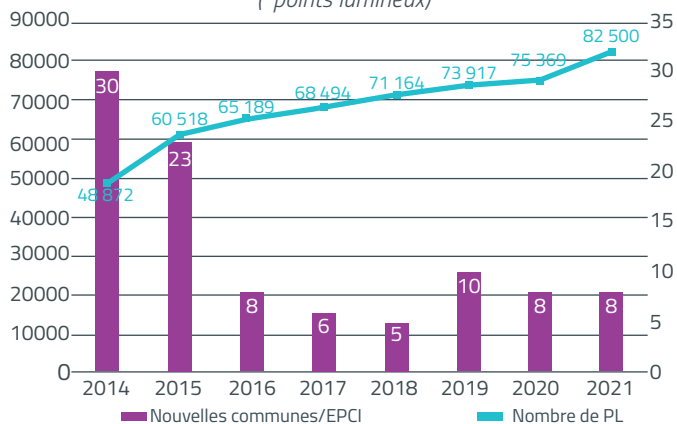


### COMPÉTENCE ÉCLAIRAGE PUBLIC EPCI AU 31 DÉCEMBRE 2021



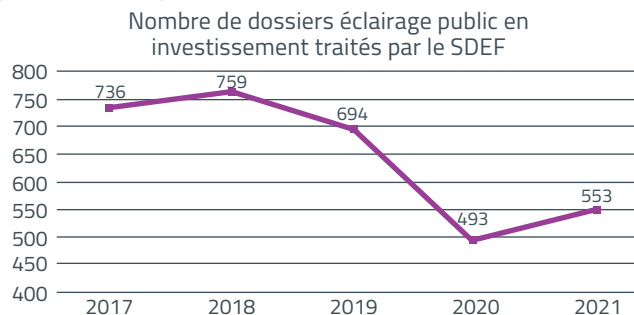
### Evolution de la compétence entretien EP depuis 2014

(\*points lumineux)

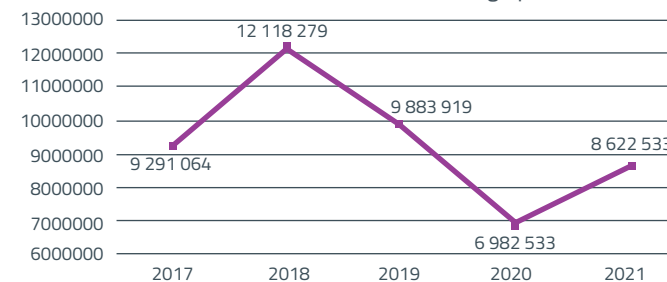


### LES TRAVAUX D'INVESTISSEMENTS

Le SDEF apporte, lors des travaux d'investissement en matière de compétences électriques, photométriques, matériels...



### Montant des investissements en éclairage public en €



## LA MAINTENANCE DU SDEF

- Maintenance préventive sur l'ensemble des points lumineux (40 000 en 2021 soit la moitié du parc)
- Remplacement systématique des sources lumineuses,
- Entretien curatif en cas de panne,
- Etat des lieux cartographié du patrimoine,
- Rapport annuel d'exploitation comprenant des préconisations d'investissement.

### La maintenance préventive

Le SDEF assure la maintenance préventive du parc d'éclairage public qui consiste à réaliser tous les deux ans, le nettoyage, le contrôle électrique et le remplacement des lampes à décharges.

### La maintenance curative

Le SDEF assure également la maintenance curative du parc. Les interventions dans ce cadre portent essentiellement sur le remplacement des lampes et des organes de protection électrique.

Les déclarations de pannes se font par la commune via le logiciel MUSE accessible sur le site internet du SDEF.

L'intervention de dépannage est réalisée sous un délai maximum de 3 jours pour un foyer isolé, 24 heures dans le cas d'une panne d'un ensemble de foyers ou 4 heures en cas d'intervention présentant un danger électrique ou mécanique.

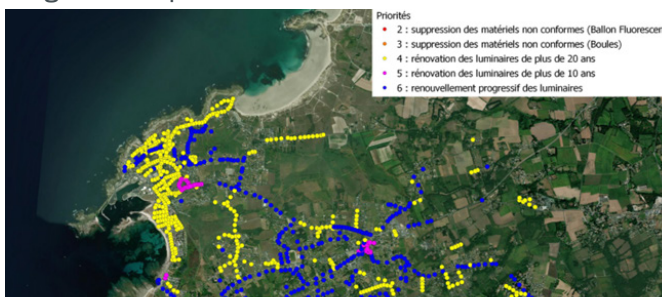
## LE SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT LUMIÈRE

En 2021, les élus du SDEF ont décidé de proposer aux communes qui le souhaitent, l'élaboration d'un Schéma Directeur d'Aménagement Lumière (SDAL). Le SDAL est un outil pour les communes et le SDEF, il définit les orientations et les principes de l'éclairage urbain sur le territoire de la commune et sert de référence pour les décisions à prendre sur les futurs projets d'investissements.

À partir de l'analyse du patrimoine de la commune et des bases de données du SDEF, le SDAL permet :

- D'établir un diagnostic et un point technique sur les installations existantes,
- De définir des préconisations photométriques suivant les différents types de voirie de la commune : « éclairer juste », de définir le matériel,
- De prendre en compte le volet biodiversité et développement durable sur les installations existantes ou à venir,

- D'optimiser le fonctionnement du parc en générant des économies sur les consommations,
- De proposer les investissements nécessaires à réaliser avec un ordre de priorité, et met en avant les économies d'énergies et de consommations générées par ces travaux.



Le document peut également être annexé aux procédures d'urbanisme.

14 communes ont demandé au SDEF de réaliser un SDAL lors de l'année 2021.

### LE LOGICIEL MUSE

8 010 pannes traitées via le logiciel MUSE entre le 1er janvier et le 31 décembre 2021.

Défaut mécanique	725
Problème électrique, y compris sur armoire	454
Défaut d'allumage et d'extinction des armoires	997
Lampe ou appareillage en panne	2941
Mise en sécurité	110
Modification d'horaires	1823
Vérification de fonctionnement	302
Autres	658

En octobre 2014, le SDEF a mis en service un logiciel d'éclairage public de GMAO (gestion de la maintenance assistée par ordinateur). Une application de ce logiciel est destinée à l'attention des communes ayant transféré la compétence « entretien et maintenance éclairage public »

Cette application permet notamment aux communes de :

- Déclarer les pannes d'éclairage public,
- Suivre l'état d'avancement des dépannages et consulter le rapport des entreprises suite aux interventions,
- Consulter leur cartographie et la base de données, localiser les armoires et les points lumineux.

Elle est accessible depuis le lien ci-dessous :

Pour toute question relative à l'utilisation de cet outil, vous pouvez contacter le service éclairage public au :

Téléphone : 02.98.10.36.36

Messagerie électronique : [contact@sdef.fr](mailto:contact@sdef.fr)



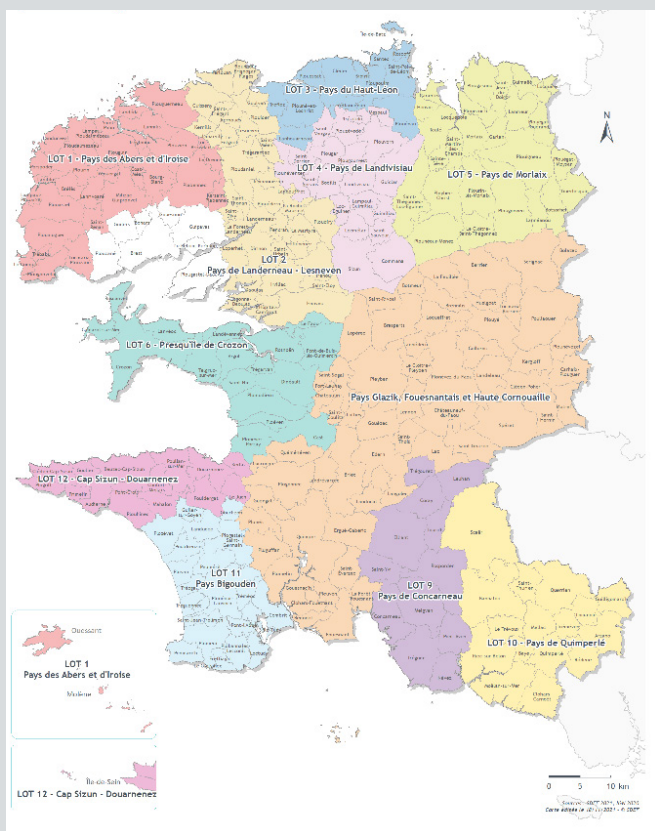
# Le marché rénovation/entretien de l'éclairage public

Le marché 2018/2021 arrivant à terme au 1er décembre 2021, le SDEF a relancé une procédure pour les 4 années à venir.

Afin de mutualiser le nombre de points lumineux, le territoire du Finistère a été sectorisé en 11 lots.

Ce marché permet de réaliser la rénovation du parc d'éclairage public et pour l'entretien :

- De maintenir, dans le temps, la qualité des performances photométriques et mécaniques des installations,
- D'assurer une bonne gestion du patrimoine et la sécurité des usagers face aux dangers d'une installation mal entretenue

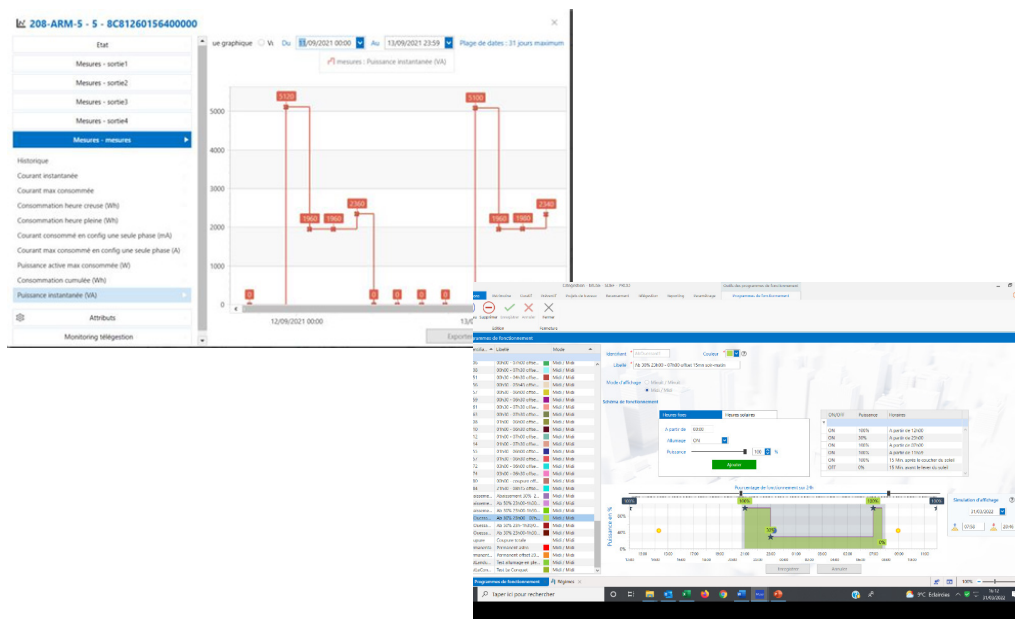


# TÉLÉGESTION DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC

Sur les territoires où est déployé le service Finistère Smart Connect, le SDEF peut dorénavant télégérer l'éclairage public.

Des capteurs connectés au réseau LoRa du SDEF sont installés dans les armoires de commande d'éclairage public. Cela permet pour le service éclairage public, à partir du logiciel Muse de :

- Gérer les plages horaires de fonctionnement à distance
- De sectoriser le fonctionnement horaire par secteur
- De disposer d'informations de fonctionnement des installations (remontées d'alertes, de consommation ...)
- De piloter et grader



# LE RAPPORT ANNUEL D'EXPLOITATION

Il comprend :

- Une synthèse du patrimoine de la commune (type de lampes, type de luminaires),
- Le détail des interventions effectuées sur la commune,
- Un récapitulatif de l'état des installations,
- Une analyse des consommations d'électricité sur les trois dernières années et une analyse des puissances souscrites.

# LA COMPÉTENCE GAZ

## UNE COMPÉTENCE OPTIONNELLE

Le SDEF est en mesure, dans le cadre de ses compétences optionnelles (articles 2.2.1 et 4.1 de ses statuts), d'exercer la compétence d'autorité organisatrice des missions de service public afférentes au développement et à l'exploitation des réseaux publics de distribution de gaz ainsi qu'à la fourniture de gaz.

Sur les communes de Cléder, Plouescat, Sibiril, Henvic, Moëlan-sur-Mer et Clohars-Carnoët, le SDEF a été sollicité pour mettre en place des réseaux de gaz naturel. Pour répondre aux besoins des communes et des acteurs économiques, le syndicat, après des transferts préalables de la compétence gaz, a ainsi décidé d'engager des procédures de délégation de service public (3 au total) afin de retenir des concessionnaires chargés de

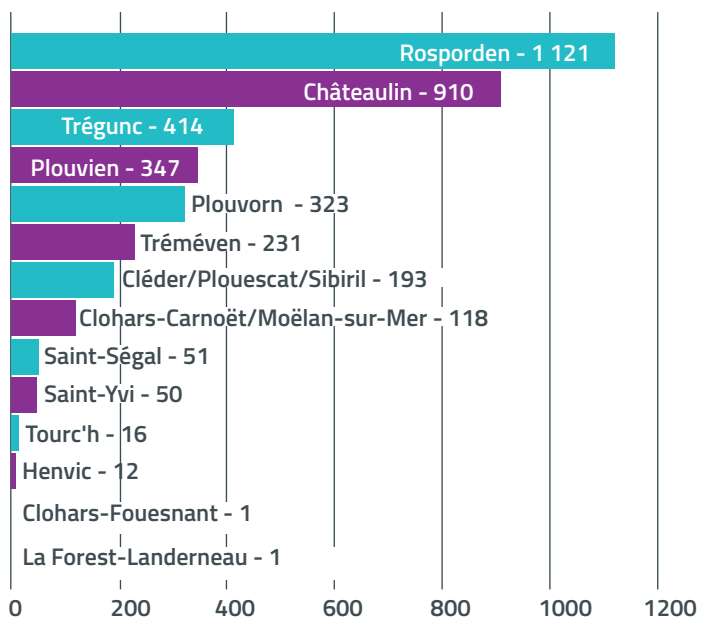
desservir en gaz les territoires concernés.

En parallèle, le syndicat propose, aux communes déjà desservies en gaz et qui, en tant qu'autorités organisatrices de la distribution, se doivent d'assurer le contrôle des missions de service public, de profiter de l'expertise du SDEF en lui transférant la compétence concernée.

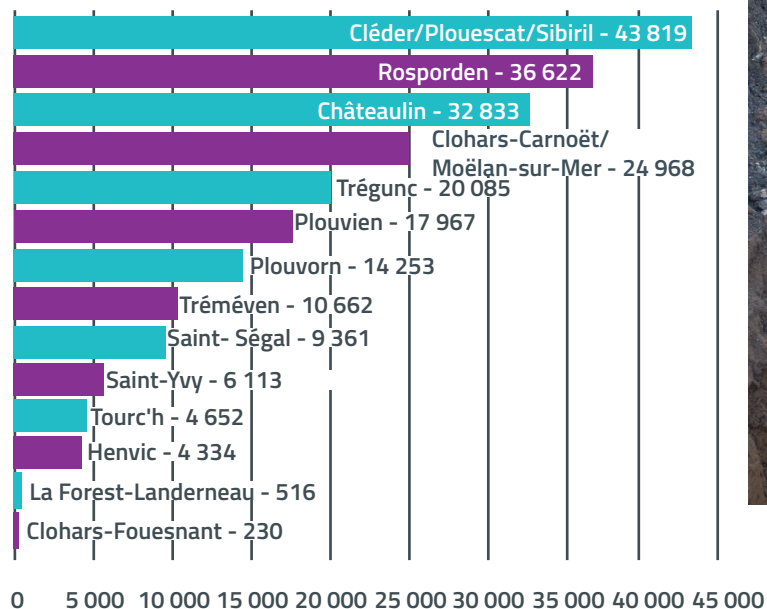
Au total, ce sont 19 communes organisées en 14 concessions distinctes (dont 2 communes sans contrat gaz à date), qui ont ainsi confié leur compétence gaz au SDEF.

A fin 2020, ces concessions regroupent au total 3 788 clients alimentés via 226 km de réseau. La répartition de ces données par contrat est détaillée ci-après :

Nombre de clients par concession en 2020



Linéaire par concession au 31/12/2020 (en ml)



## CONTRÔLE DES CONCESSIONS

Pour effectuer ce contrôle obligatoire, le SDEF dispose d'une forte expertise en la matière au travers d'agents spécialisés dans les distributions qu'elles soient d'électricité et de gaz et aux compétences variées à la fois techniques, juridiques et financières.

Le syndicat réalise notamment un contrôle des redevances de concession parties fonctionnement dites R1, mais également, dans l'intérêt des communes qui en sont directement bénéficiaires, des redevances d'occupation du domaine public (que l'occupation soit pérenne -> RODP ou provisoire - le temps des travaux de construction des réseaux - = ROPDP).

Le SDEF peut également intervenir, à l'occasion de toute saisine relative au gaz - par exemple le déploiement des compteurs communicants GAZPAR - émanant des élus, des services communaux ou des administrés et veille, dans ce cas, à la diligence et à la pertinence des réponses apportées par GRDF. Il peut aussi procéder à une expertise de la qualité et de la conformité des services rendus par le concessionnaire et peut intervenir, au besoin, auprès de ce dernier en cas de divergence de point de vue ou de manquement à ses obligations.

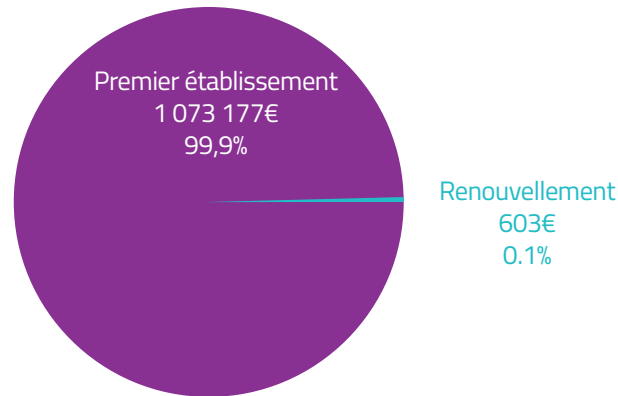
Par ailleurs, chaque année, le SDEF opère un traitement des données issues des comptes-rendus d'activité du concessionnaire GRDF et des fichiers de contrôle que ce dernier remet à l'appui de ses comptes-rendus. Le syndicat réalise ensuite une analyse critique de ces informations (évolution des chroniques interannuelles, comparaison des concessions entre elles...) pour juger de l'efficacité du concessionnaire sur les différents territoires gaz où le SDEF est compétent.

Rapport d'activité 2021 - La compétence gaz

## EXEMPLES DE CERTAINS INDICATEURS SUIVIS

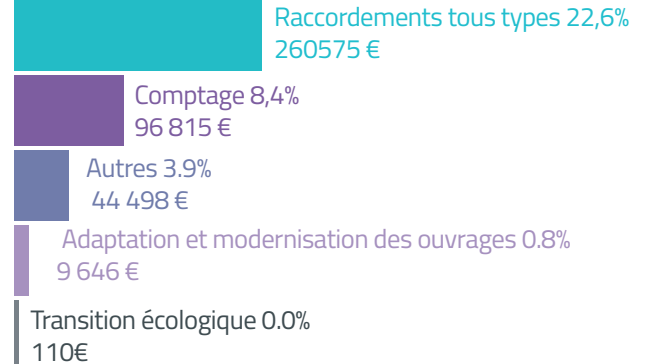
### Domaine financier :

Finalité des travaux en services au sein des concessions du SDEF au 31/12/2020

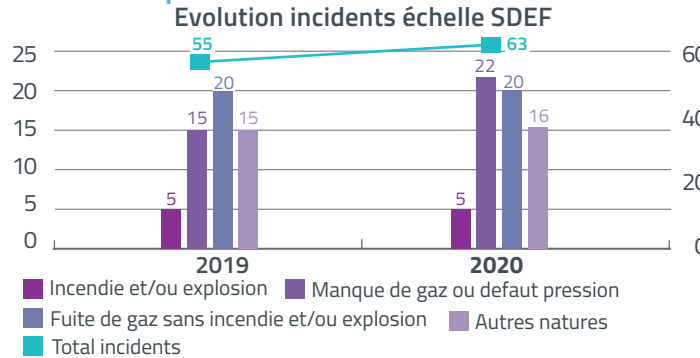


Investissements mis en service par finalité en 2020

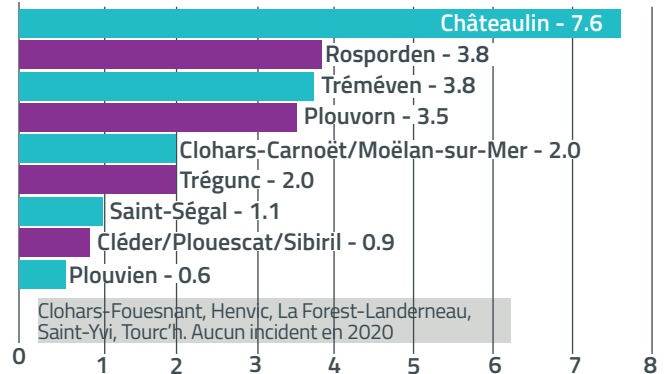
Extension sur territoire concédé pour desserte autre commune 64,2% - 739 899 €



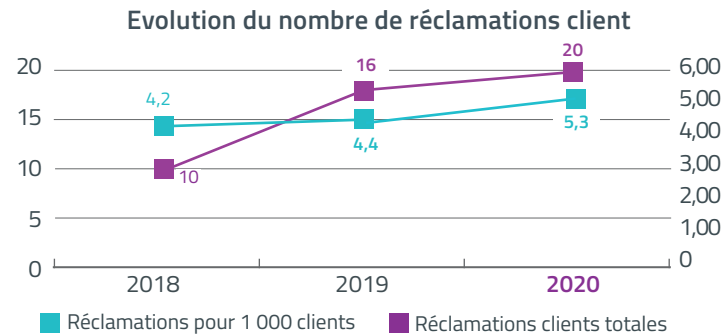
### Domaine qualité de fourniture :



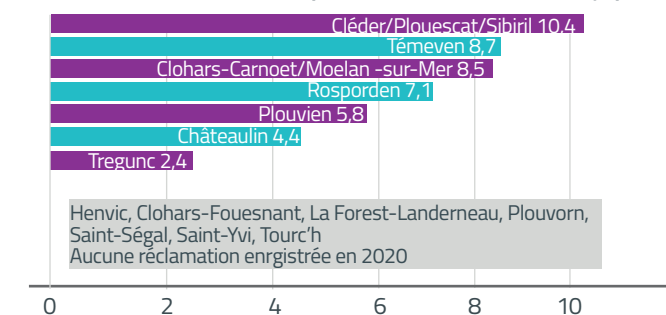
Nombre d'incidents pour 10km de réseau par concession en 2020



### Domaine clientèle



Nombre de réclamations pour 1000 clients par concession en 2020 (REM: médiane SDEF à 5,3)





# LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

## LE SDEF, ACTEUR MAJEUR DE LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS LE FINISTÈRE



### DÉVELOPPEMENT DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le SDEF contribue aux actions des collectivités pour le développement des énergies renouvelables (notamment le photovoltaïque). Il offre une assistance aussi bien juridique que technique et propose la gestion du projet. Le SDEF peut prendre en charge la réalisation et l'exploitation des centrales solaires photovoltaïques intégrées au patrimoine bâti des communes dans la mesure où la rentabilité du projet est suffisante.



### MOBILITÉ ÉLECTRIQUE

Le SDEF, compétent pour la mise en place des infrastructures de charge, s'est engagé dans leur déploiement sur le domaine public finistérien depuis 2016. Dans ce cadre, le SDEF installe et exploite des bornes de recharge pour véhicules électriques.



### GROUPEMENT D'ACHAT D'ÉNERGIE

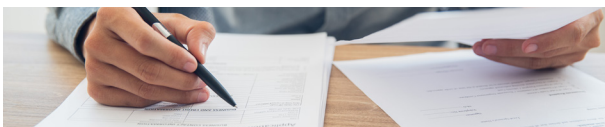
Le SDEF organise des groupements d'achat d'énergie pour le compte des communes, Communautés de communes, le Conseil Départemental du Finistère, les collèges publics et les écoles privées. Les groupements d'achat concernent le gaz et l'électricité.



### CONSEIL EN ÉNERGIE PARTAGÉ

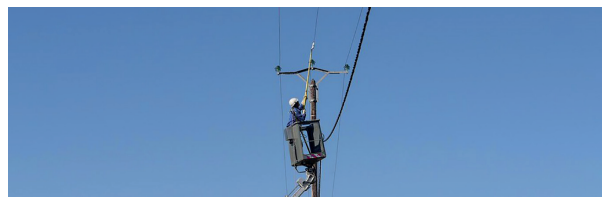
Le Conseil en énergie partagé est un dispositif proposé aux communes de Cornouaille. La mission comprend :

- L'identification des dérives de consommations et les potentielles économies d'énergie et d'eau à partir d'un bilan sur 3 ans;
- La proposition d'actions efficaces pour maîtriser les consommations et dépenses;
- L'accompagnement des projets de constructions, de rénovations et de productions d'énergies renouvelables; La sensibilisation aux enjeux de la transition énergétique.



### MAÎTRISE DE LA DEMANDE D'ÉNERGIE (MDE)

L'objectif d'une opération MDE est de mettre en place des alternatives aux solutions de renforcements de réseaux de distribution d'électricité pour répondre aux problèmes de mauvaise qualité de desserte de certains usagers ruraux. Le SDEF assiste les collectivités locales pour résoudre les problèmes de chutes de tension qu'elles doivent gérer en tant qu'autorités organisatrices du service public de l'électricité.



### AUTRES ACTIVITÉS

Les certificats d'économies d'énergie (CEE); La promotion et le développement des usages numériques pour une gestion intelligente de l'énergie; La participation à des projets au titre de l'autoconsommation; L'élaboration et/ou la révision des plans climat-air-énergie territoriaux; La sensibilisation des publics aux problématiques énergétiques.



# LE PHOTOVOLTAÏQUE

## 42 INSTALLATIONS EXPLOITÉES PAR LE SDEF

### Une production au rendez-vous

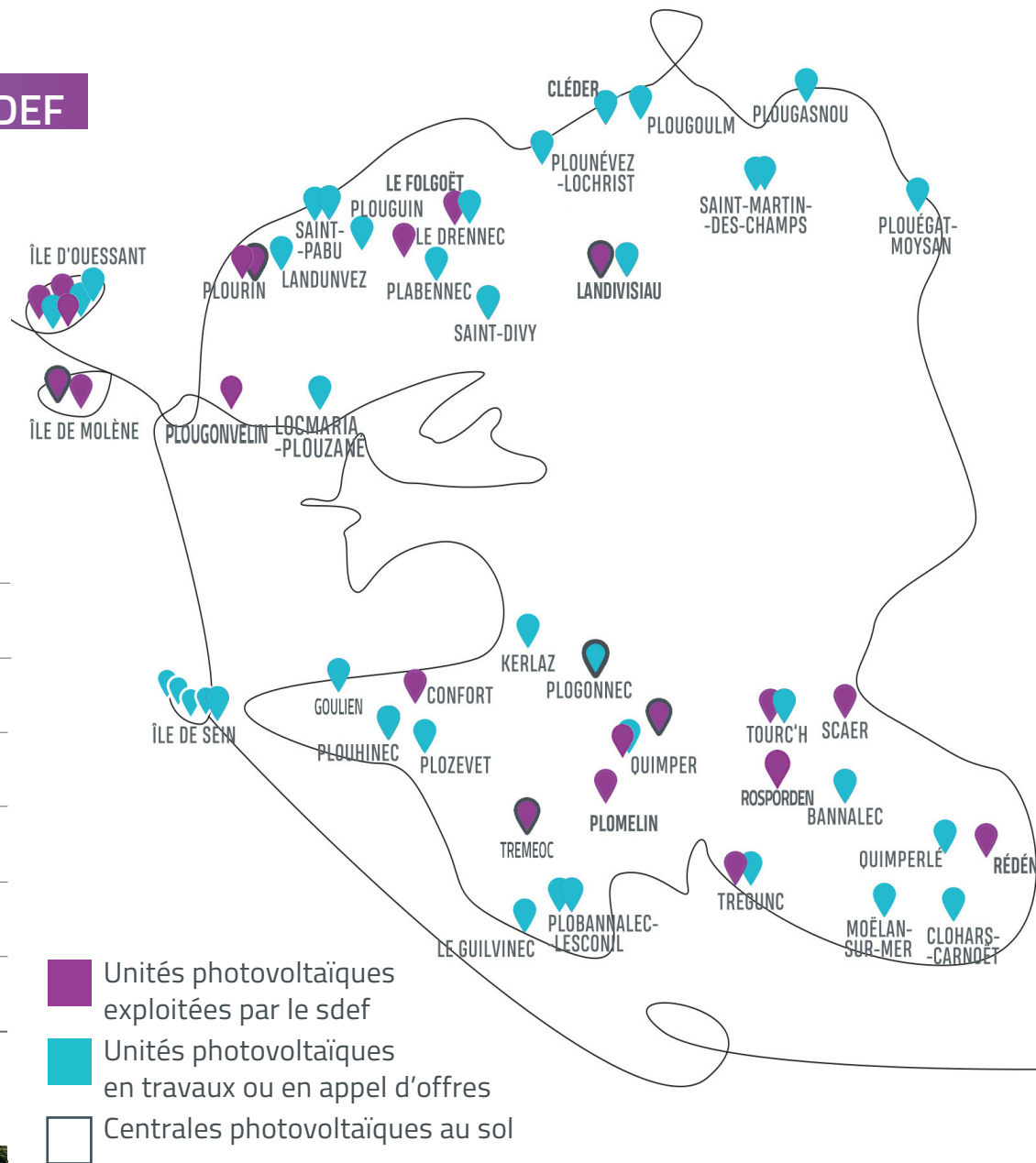
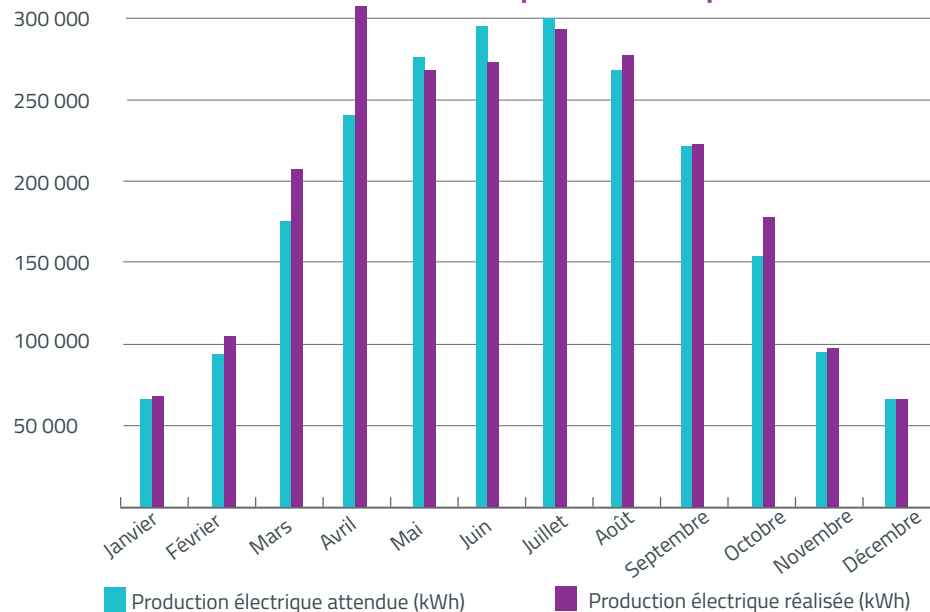
Au 31 décembre 2021, le SDEF exploitait 42 installations photovoltaïques pour une puissance totale de 2 403 kWc. Les centrales ont produit 2 363 160 kWh soit 5% de plus que la production attendue.

Dans le courant de l'année 2021, c'est 13 nouvelles stations photovoltaïques qui ont été installées :

Tourc'h (2), Plobannalec-Lesconnil, Plouhinec, Saint-Martin-des-Champs, Saint-Pabu, Sein, Cléder, Le Folgoët, Bannalec, Ouessant, Goulien et Molène.

La puissance totale de ces nouvelles installations est de 421 kWc.

### Bilan 2021 des installations photovoltaïques SDEF



# LES CERTIFICATS D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE (CEE)

## LA MUTUALISATION DES CEE

### Le SDEF, interlocuteur référent des collectivités pour la gestion des CEE

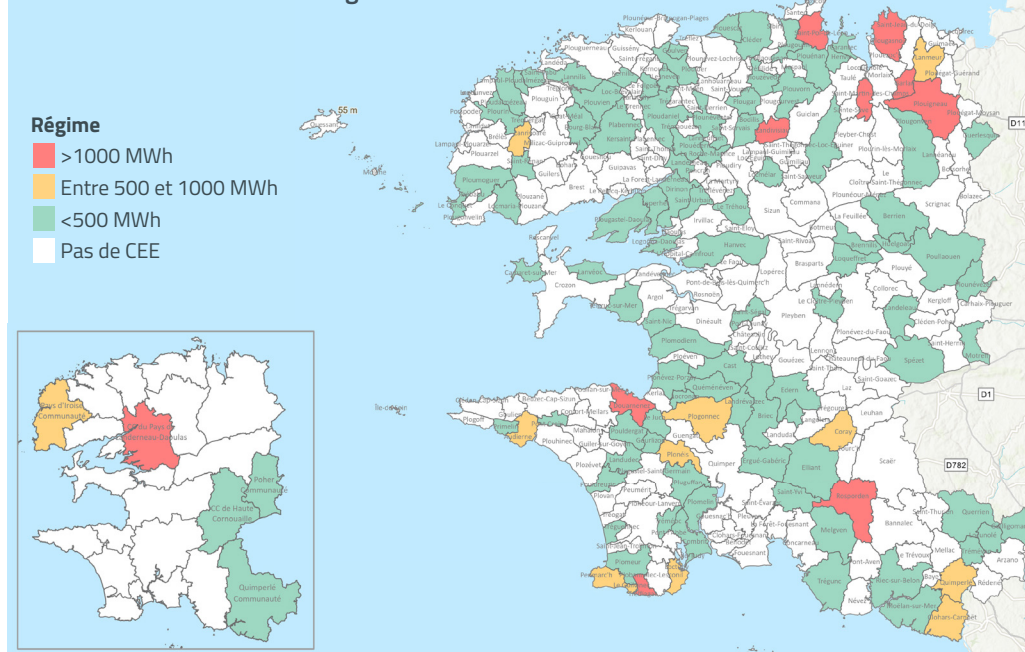
La mutualisation des CEE opérée par le SDEF auprès des collectivités adhérentes au syndicat permet à des communes de bénéficier du dispositif. Celles-ci, après avoir transféré leurs droits au SDEF, bénéficient d'un reversement d'une partie du produit de la vente des CEE.

### Le rôle du SDEF

- Le conseil pour les travaux d'éclairage public ;
- La collecte au niveau départemental des CEE et leur gestion administrative ;
- La vente des CEE ;
- La redistribution du produit de la vente aux collectivités.

En 2021, le SDEF a permis de mutualiser 35 270 582 kWh cumac.

Certificats d'économie d'énergie - Validés en 2021



# D'ÉNERGIE (CEE)

## PROGRAMME ACTEE

Spécialiste des économies d'énergies, économiste de flux est un métier récent qui s'inscrit en droite ligne avec les problématiques de transition écologique et de développement durable.

Chargé de faire la chasse au gaspillage, l'économiste de flux a pour objectif de proposer aux collectivités une meilleure gestion de l'énergie de façon à réduire les surconsommations et facturations, à adopter des processus éco-responsables.

## 2

### AGENTS ECONOMISTE DE FLUX AU SDEF

### À retenir en 2020-2021 :

#### Le SDEF a été lauréat de l'appel à projets ACTEE 1 - AMI Pilote Pro Inno

Dans ce contexte le SDEF a proposé à ses collectivités adhérentes, la réalisation d'audits énergétiques sur leur patrimoine bâti.

**60 audits** ont été réalisés sur la période 2020-2021 sur l'ensemble du département.

#### Le SDEF a été lauréat d'un second appel à projets ACTEE 2 - SEQUOIA

Un projet de décret, mis en consultation par le ministère jusqu'au 4 février 2021, prévoit d'interdire les chaudières au fioul et à charbon dans les bâtiments résidentiels et tertiaires, d'ici au 1er juillet 2021 pour le neuf et au 1er janvier 2022 pour le parc existant.

Par ce programme le SDEF a souhaité accompagner les collectivités du Finistère dans la mutation de leur chaufferies fossiles ou systèmes de chauffage vétuste vers des solutions à énergies renouvelables (bois granulé ou pompe à chaleur eau/eau ou air/eau).

**60 études de faisabilité** seront réalisées sur la période 2021-2022 sur l'ensemble du département.

Fin 2021, 6 études de faisabilité sont déjà en cours de réalisation.



# CONSEIL EN ÉNERGIE PARTAGÉ

## MAÎTRISE DES CONSOMMATIONS ÉNERGÉTIQUES

### Un service à destination des collectivités de Cornouaille

Depuis 2018, le SDEF a intégré au pôle Énergie un service CEP. Il est maintenant constitué de 4 conseillers en énergie. Ce service est destiné aux collectivités du Pays de Cornouaille.

### Pour réaliser des économies d'énergie

Le service CEP est un accompagnement local. Il a pour vocation d'accompagner les communes de la Cornouaille à élaborer une politique de transition énergétique. Le CEP fournit un conseil objectif, indépendant et personnalisé.

Ce service est conventionné sur une période de trois ans renouvelable.

### Une mission en 3 temps

#### 1 - Bilan énergétique et visite du patrimoine communal

Cette première étape permet au conseiller d'avoir une connaissance fine du patrimoine et de son comportement thermique et énergétique. Il peut par la suite préconiser des travaux sur le bâti, les systèmes de chauffage, la modification des contrats d'énergie, la réalisation d'études...qui seront hiérarchisés dans un plan d'actions élaboré en concertation avec les communes.

#### 2- Analyse et recommandations

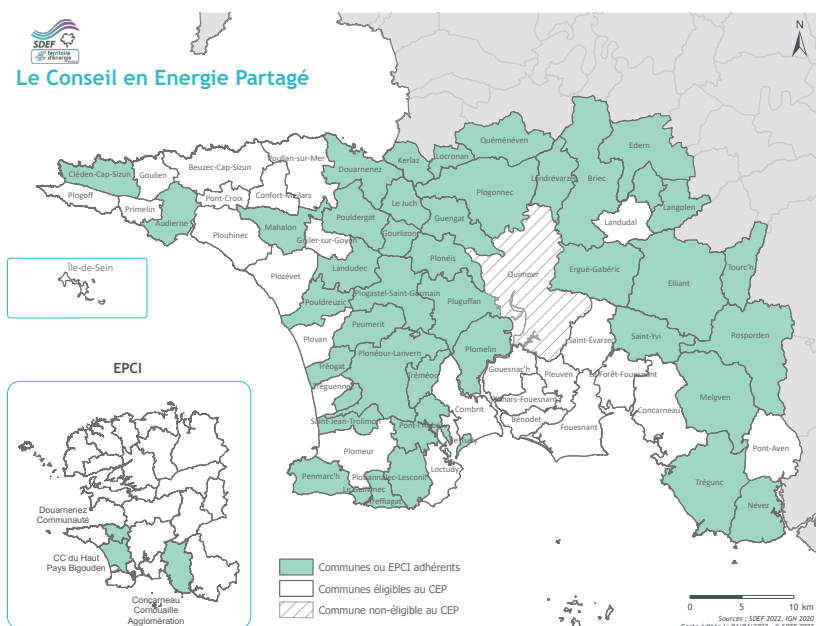
La seconde étape consiste à suivre la mise en œuvre des actions et à réaliser des campagnes

de mesure (température, humidité, courant, CO<sub>2</sub>) suite à l'identification de dysfonctionnements.

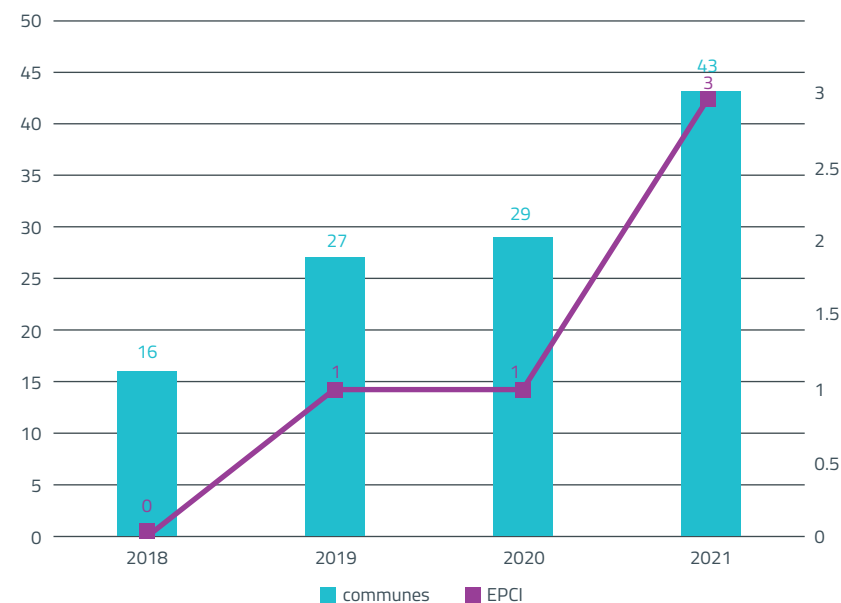
Des notes d'opportunités pour l'installation d'énergies renouvelables (solaire thermique, photovoltaïque, bois énergie) sont proposées pour compléter les diagnostics de patrimoine.

#### 3-Accompagnement et mise en œuvre de solutions

Enfin, le conseiller accompagne les communes adhérentes sur l'ensemble de leurs projets de rénovation et de construction tant sur l'aspect réglementaire que technique.



### Evolution des adhésions CEP depuis 2018



# SENSIBILISATION DES PUBLICS

## DEUX EXPOSITIONS SUR L'ÉNERGIE

### En fixe ou mobile

Le SDEF est propriétaire de deux expositions dans ses locaux et deux expositions nomades. L'objectif de ces expositions est de sensibiliser les publics à l'utilisation de l'énergie.

Situées à Quimper et Landivisiau, les expositions fixes

sont entièrement gratuites et peuvent être visitées sur simple demande en contactant le syndicat. Ces visites peuvent également s'accompagner d'ateliers d'animation ou de visites de sites de production d'énergies renouvelables.

Les expositions mobiles sont des déclinaisons des expositions fixes. Conçues pour être facilement transportables, leur installation l'est tout autant. Elles sont également mises à disposition gratuitement.

## TOUS ACTEURS DE NOTRE FUTURE ÉNERGÉTIQUE

### Pour appréhender les notions de transition énergétique

Installée sur le site de Quimper, l'exposition permet d'envisager les grands enjeux de la transition énergétique : climat, mobilité, urbanisme, gestion de l'énergie et conclure sur les transformations des territoires.

Dans le rôle d'un citoyen ou d'un acteur de l'aménagement, le visiteur doit faire des choix pour la collectivité et le territoire afin d'atteindre des objectifs ambitieux pour la transition énergétique.

En fin de visite, la réalité augmentée projetée sur une maquette de l'Île d'Ouessant permet de mieux mesurer l'importance des changements à venir et le rôle de chacun dans la réussite de la transition.

Cette exposition est installée au siège du SDEF à Quimper qui est un bâtiment exemplaire au titre de l'énergie.

## LE PARCOURS DE L'ÉNERGIE

### Comprendre le cheminement de l'énergie

Cette exposition, située à Landivisiau, sensibilise le visiteur au cheminement de l'énergie, depuis sa source jusqu'à son utilisation. La volonté initiale du SDEF est de susciter des comportements responsables autour des problématiques liées aux énergies.

L'exposition s'articule sous la forme d'un parcours en 4 espaces : les ressources d'énergies, la transformation de l'énergie, son acheminement et ses utilisations au quotidien.

L'objectif est de créer un questionnement chez le visiteur en lui permettant de mieux saisir les enjeux de l'énergie. Conçue dans le même esprit que le bâtiment du SDEF, l'exposition répond à des exigences environnementales qui démontrent une cohérence entre le message et son support.



# PROJET ICE (INTELLIGENT COMMUNITY ENERGY)

## LES OBJECTIFS DU PROJET ICE

Lancé en décembre 2016 dans le cadre du programme européen Interreg France Manche Angleterre, il réunit un consortium de 9 partenaires, dont 5 bretons (BDI, Technopole Brest-Iroise, Technopole Quimper-Cornouaille, SDEF, Pôle Mer Bretagne Atlantique) et 4 anglais (les Universités d'East Anglia, d'Exeter et de Plymouth et Marine South East).

D'une durée initiale de 4 ans, prolongé jusqu'en Décembre 2022, ce projet est doté d'une enveloppe totale de 8M€, et vise à développer des solutions d'énergie bas carbone pour les territoires isolés, dont les territoires périphériques et

les communautés insulaires. Par la mise en œuvre de Smart Grids dans deux communautés de la zone Manche (l'île de Ouessant et le campus de l'Université d'East Anglia), le projet vise à démontrer et à promouvoir un nouveau système d'énergie intelligent intégrant des sources d'énergies renouvelables locales et améliorant l'efficacité énergétique.

Le SDEF, avec un budget de 2M€, pilote la mise en place du smart grid sur l'île d'Ouessant dont l'objectif est d'expérimenter jusqu'en 2022 différentes solutions de gestion de l'énergie, en s'appuyant sur les technologies des smart-grids.



Interreg  
France (Channel / Manche) / England



## LES ACTIONS RÉALISÉES

- Installation et tests de l'hydrolienne D10 de Sabella, pour une injection d'électricité renouvelable sur le réseau électrique ouessantin (supervisé par Bretagne Développement Innovation)
- Conception et mise en œuvre d'un stockage de lissage pour l'hydrolienne D10
- Études du contexte énergétique de l'île, et simulation de scénario de transition énergétique
- Enquêtes auprès des habitants de leur perception de l'énergie et de la transition énergétique en général,
- et appliquée à l'île
- Conception, mise en œuvre et exploitation d'un réseau de communication bas débit basé sur la technologie LoRawan, formant la base du réseau Finistère Smart Connect
- Instrumentation des bâtiments publics pour collecte, stockage et analyse de données : consommations électriques, mesures d'ambiance (température, humidité, occupation, teneur en CO2)



- Expérimentation d'un pilotage de chauffages électriques, utilisant une technologie de communication bas débit
- Expérimentation d'objets informatifs à destination d'habitants volontaires, qui communiquent l'état du réseau électrique via un système de couleur, dans le but de donner la possibilité aux habitants d'être acteurs de la



- transition énergétique de l'île
- Étude préliminaire d'identification du potentiel de valorisation énergétique de déchets, notamment de la partie exportée de l'île (déchets bois)
- Réplication des actions faites à Ouessant à d'autres territoires isolés : Molène et Sein.

Ces actions sont la mise en place d'une infrastructure LoRa, puis l'instrumentation de bâtiments publics, la réalisation d'enquêtes auprès des habitants de leur perception de l'énergie et de la transition énergétique en général et appliquée à leurs îles respectives, ou encore l'expérimentation des objets informatifs pour les habitants



# LES BORNES DE RECHARGE POUR VÉHICULES ÉLECTRIQUES

## LA MOBILITÉ ÉLECTRIQUE PREND DE L'AMPLEUR

### Une tendance française visible dans le Finistère

En 2021, le Finistère confirme la tendance française de l'explosion des achats de véhicules électriques. Le maillage développé par le SDEF pour couvrir le territoire d'infrastructures de recharge rassure les acheteurs. En Bretagne, en 2021, 12% des véhicules neufs achetés étaient 100% électriques (8% en 2020). Cette augmentation devrait encore s'accroître dans les prochaines années.

### Près de 50% de nouveaux utilisateurs finistériens

Le SDEF a reçu 580 commandes de nouveaux badges en 2021, passant de 612 inscrits en début d'année à 1 192 inscrits en fin d'année.

On comptabilise sur l'ensemble de l'année 2020 près de 34 386 charges. Ce chiffre aurait pu être beaucoup plus conséquent mais on remarque que durant les confinements, les charges diminuaient nettement.

Au 31 décembre 2021, le SDEF exploitait 201 bornes normales et 15 bornes rapides. Le syndicat a adopté en 2019 la marque Ouest Charge avec le SDE22 et SDE35 pour unifier la tarification des recharges. En 2021, les syndicats de Loire-Atlantique, de Maine-et-Loire, de Mayenne et de Vendée ont intégré le réseau Ouest Charge.

**1192**

nouveaux inscrits en Finistère

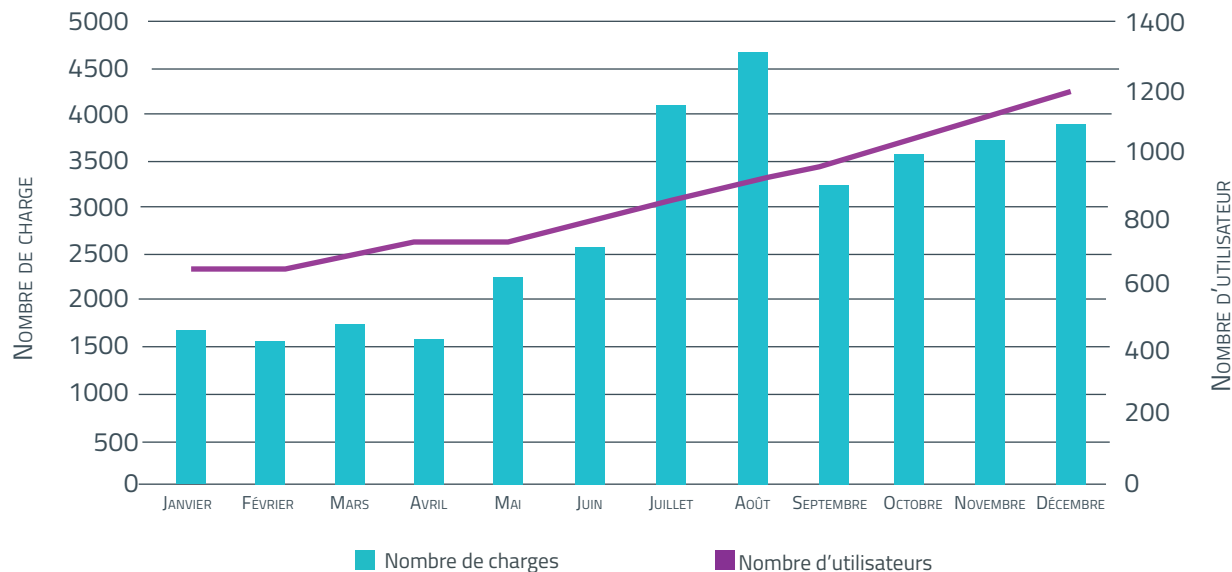
**34 386**

charges en un an

**216**

bornes exploitées par le SDEF

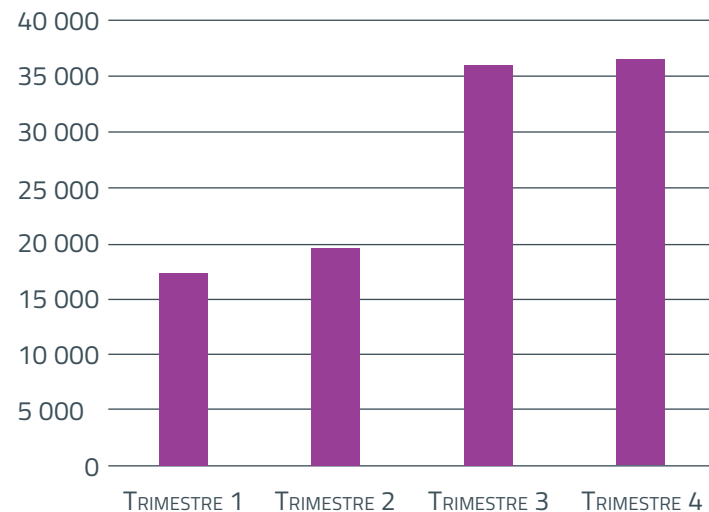
### La mobilité électrique sur le réseau Ouest Charge Finistérien



### Top 5 des bornes les plus utilisées

QUIMPER - PLACE DE LA RÉSISTANCE	<b>1023</b>
MELLAC-PÔLE D'ACT KERVIDANOU 3	<b>1007</b>
ERGUE-GABÉRIC-ROULLIEN	<b>921</b>
ST SÈVE-AIRE DE COVOITURAGE DE COAT CONVAL	<b>787</b>
QUIMPER-RUE ROUGET DE LISLE	<b>769</b>

### Recette du réseau Ouest Charge Finistérien



Rapport d'activité 2021 - Transition énergétique


# LA SEM ÉNERGIES EN FINISTÈRE


## DÉVELOPPER LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE DANS LE FINISTÈRE





La société d'économie mixte « Énergies en Finistère » créée en 2018 permet d'associer des acteurs publics et privés pour développer des projets énergétiques sur le territoire, tout en garantissant la maîtrise de ces projets par les collectivités et leurs groupements.

### OBJECTIF TRANSITION ÉNERGÉTIQUE

 Massifier le développement des projets d'énergies renouvelables en s'impliquant financièrement et techniquement dès la phase d'amorçage.

 Favoriser l'acceptation des projets en intégrant systématiquement une démarche de concertation et en favorisant l'investissement citoyen dès que les projets le permettent.

 Permettre aux communes, EPCI et citoyens d'être acteurs de la transition énergétique de leur territoire en s'appuyant sur un acteur de confiance.

 Accélérer le développement de la mobilité décarbonée, à travers la réalisation de stations distribuant du BioGNV issu d'unités de méthanisation bretonnes.

### UNE SOCIÉTÉ À PLUSIEURS ACTEURS

Dotée d'un capital de 4 millions d'euros, Le SDEF détient 74% des parts de cette société et la Caisse des Dépôts, la SARL SOFI TY NAY (le crédit agricole du Finistère), le Crédit Mutuel Arkéa et la Caisse d'Épargne Bretagne-Pays de Loire partenaires des collectivités locales au service du développement économique sont actionnaires privés de cette société à hauteur de 26% des parts.

### UN CHAMP D'ACTION QUI COUVRE TOUTES LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Le champ d'actions de la SEM Énergies en Finistère permet de couvrir l'ensemble des projets d'énergies renouvelables : éolien, photovoltaïque, méthanisation, bois, hydro-électricité, mobilité GNV... Qu'ils soient privés, publics ou encore citoyens.

#### Accélérateur de production d'énergies renouvelables

Avec des actionnaires engagés sur le territoire, Énergies en Finistère intervient comme co-développeur dès la phase à risque des projets, en rassemblant les acteurs locaux et les entreprises souhaitant s'impliquer dans la transition énergétique du territoire.

Ainsi, la SEM contribue activement au développement de projets locaux d'énergies renouvelables dans toute leur diversité : publics, privés, ou citoyens. Dès lors qu'ils sont validés techniquement et économiquement rentables.

#### Une vision territoriale

La SEM Énergies en Finistère est gérée comme une entreprise privée mais son objectif reste celui du service public, garantissant ainsi :

- L'intérêt public (*activités et bénéfices générés au profit des Finistériens*)
- Le développement du département (*émergence de filières économiques créatrices d'emplois et de retombées économiques*)
- Une adhésion des différents acteurs grâce à une expertise dans la concertation locale et citoyenne

Pour chaque projet, la SEM recherche à la fois une rentabilité économique, une bonne intégration et le développement d'unités locales de production d'énergies propres.



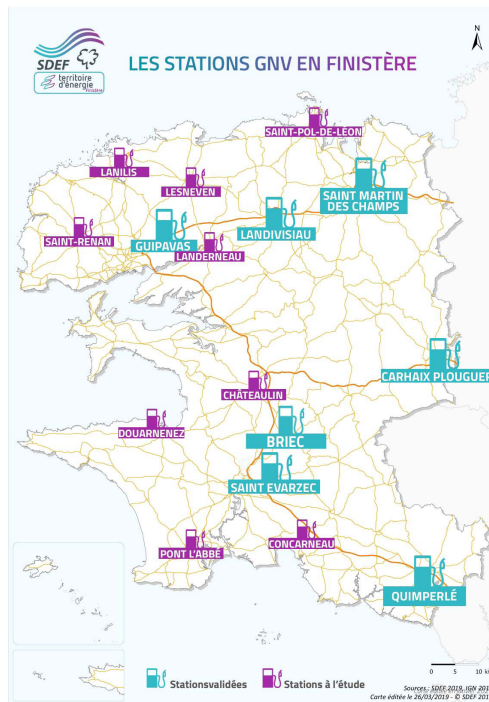
# LE GAZ NATUREL VÉHICULE EN FINISTÈRE (GNV)

## UN RÉSEAU DE 7 STATIONS BioGNV PORTÉ PAR ÉNERGIES EN FINISTÈRE

### Le Finistère entièrement couvert d'ici 2024

Énergies en Finistère porte la création de 7 stations dans le Finistère. Après l'ouverture des stations de Saint-Martin-des-Champs et Guipavas (septembre 2021), la station de Landivisiau va ouvrir ses portes en 2022. Par la suite, les stations situées à Saint-Evarzec, Carhaix, Briec et Quimperlé devraient être opérationnelles dans le courant 2023/2024.

Situées sur les principaux axes de circulation et à proximité de centres urbains et logistiques, ce schéma départemental de déploiement a été établi en concertation avec les Communautés de communes, Agglomérations, le Conseil Départemental, la Région, la DirOuest, la DREAL, GRDF et les propriétaires de flottes.

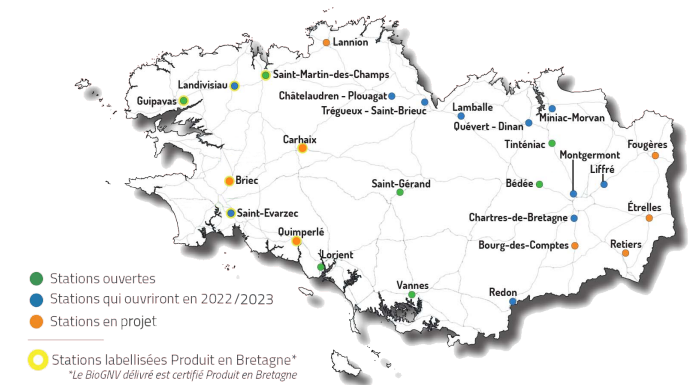


### Une réponse collective des acteurs bretons

Ce schéma finistérien s'intègre dans une démarche de développement de l'usage du GNV/BioGNV sur la région et est porté par les acteurs bretons engagés pour la mobilité durable.

En 2019, les 4 syndicats d'énergie bretons, via leurs SEM, ont créé la SAS Bretagne mobilité GNV. Ainsi, 18 stations seront ouvertes prochainement via cette société.

Ce maillage du territoire permettra aux utilisateurs (particuliers ou professionnels) du GNV/BioGNV, de parcourir toute la Bretagne proprement en réalisant des économies.



### ZOOM SUR LA STATION BioGNV DE GUIPAVAS





La station de Guipavas est la deuxième des 7 stations de la SEM à être opérationnelle. Située au parc d'activités Lavallot Nord à Guipavas près de Brest, cette zone à proximité et visible depuis la RN12 est empruntée par de nombreux automobilistes et transporteurs. La station se trouve également proche de l'aéroport et d'entreprises de transport (Le Saint, Les Recycleurs Bretons, Géodis, Chronopost) qui envisagent le basculement d'une partie de leur flotte au GNV.

### Les caractéristiques de la station


Avitaillement aussi rapide qu'une station traditionnelle

 Ouvert 7j/7 - 24h/24

 Paiement par cartes bancaires ou cartes réseaux

 6 bornes de distribution permettant de faire le plein en quelques minutes

 Possibilité d'avitailler 50 poids lourds par jour.

 Jusqu'à 12 véhicules aux heures de pointe.



# LA CENTRALE PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL DE PLOURIN

## SITUÉE SUR LE SITE DE LANRINO

En novembre 2020, Antoine Corolleur président de la SEM Énergies en Finistère et André Talarmin, président de la Communauté de Communes du Pays d'Iroise ont allié leurs compétences pour créer la société par actions simplifiée «Pays d'Iroise Énergie Solaire».

Cette société a pour objectif de favoriser le développement des projets d'énergie solaire sur le territoire du Pays d'Iroise. La mutualisation des

compétences techniques et la connaissance du territoire de ses deux entités créatrices, favorisent l'émergence des projets privés comme publics pour mettre en œuvre du photovoltaïque sur toiture, au sol ou même flottant. La SAS Pays d'Iroise Énergie Solaire s'appuie sur le pôle énergie du SDEF ainsi que sur l'outil « cadastre solaire » réalisé par le syndicat pour étudier le potentiel solaire du secteur.

### PRÉSENTATION DU PROJET

- 4 750 PANNEAUX SUR 2,7HA
- 2 136kWc (PUISSANCE)
- 2 200 000 kWh (PRODUCTION)
- 480 FOYERS HORS CHAUFFAGE
- 1,8 MILLIONS €



### Une volonté de valoriser le site de Lanrinou

Le « site de Lanrinou » situé sur la commune de Plourin est une ancienne décharge pour déchets non dangereux aujourd'hui comblée. La surface exploitable pour l'implantation de panneaux photovoltaïques est d'environ 30 000m<sup>2</sup>.

Le site du projet est localisé au lieu-dit Lanrinou, à 1km au Nord-Ouest du bourg de la commune.



### Une participation citoyenne

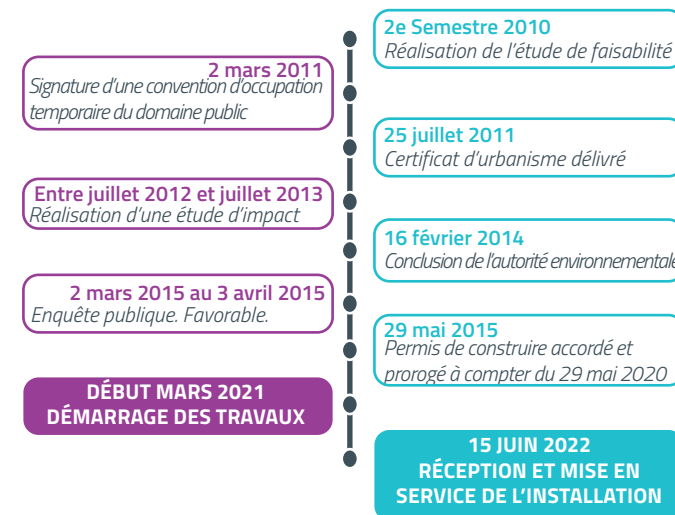
Énergies en Finistère souhaite également permettre aux citoyens de financer partiellement le projet, via la plateforme bretonne GwenneG.



Afin de faire adhérer les citoyens locaux dans le projet de centrale photovoltaïque.

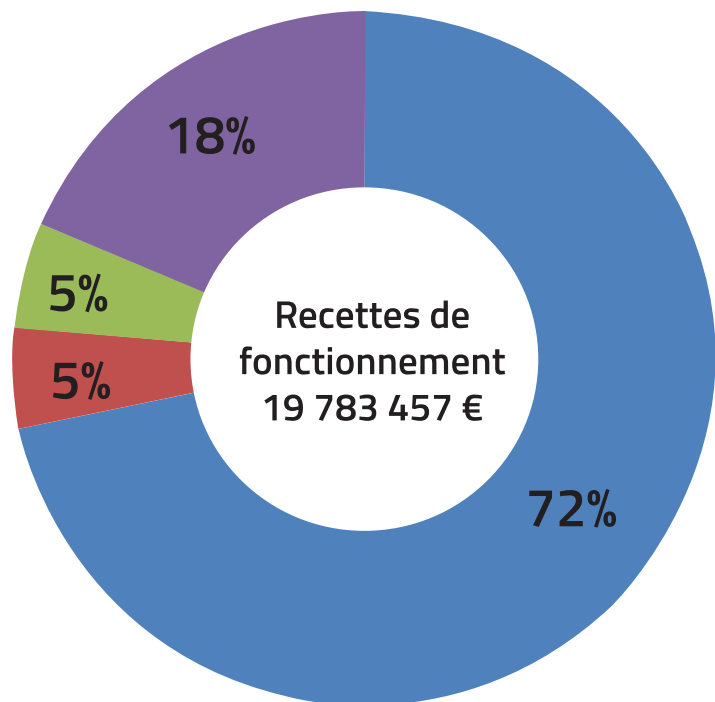
Cette campagne de financement participatif se basera également sur la tenue de permanences hebdomadaires pour présenter le projet et la campagne de financement.

### Calendrier prévisionnel du projet

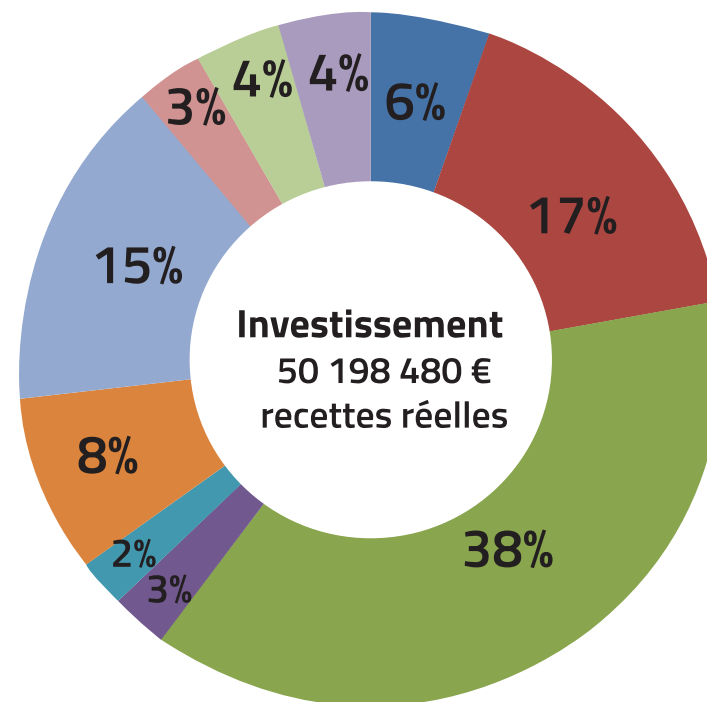


# LE BUDGET

## LES RECETTES



- Taxe sur l'électricité
- Redevance de concession
- Participation communes éclairage public
- Autres produits



- FCTVA et TVA
- Excédents de fonctionnement capitalisés
- Subventions du FACE
- PCT
- Programme PAMELA
- Redevance investissement R2
- Participation des collectivités et tiers
- Autres subventions et recettes
- Emprunts

# 14 182 298 €

C'est le montant de la  
**TCCFE PERÇUE EN 2021**

Soit une progression de 8% par rapport à 2020 essentiellement due aux transferts

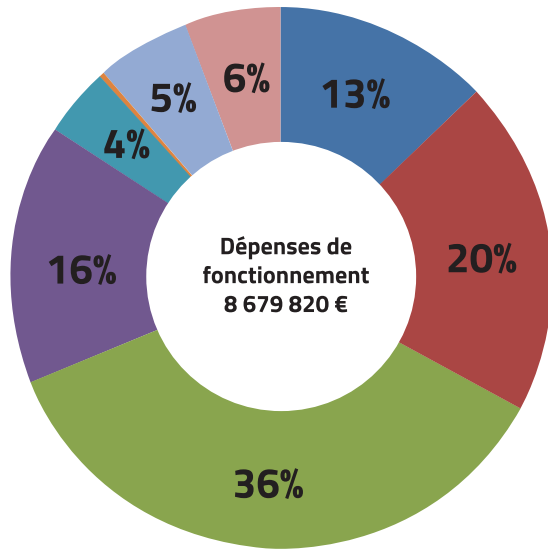
# 38%

des recettes réelles  
sont représentées par  
**LES SUBVENTIONS  
DU FACE**

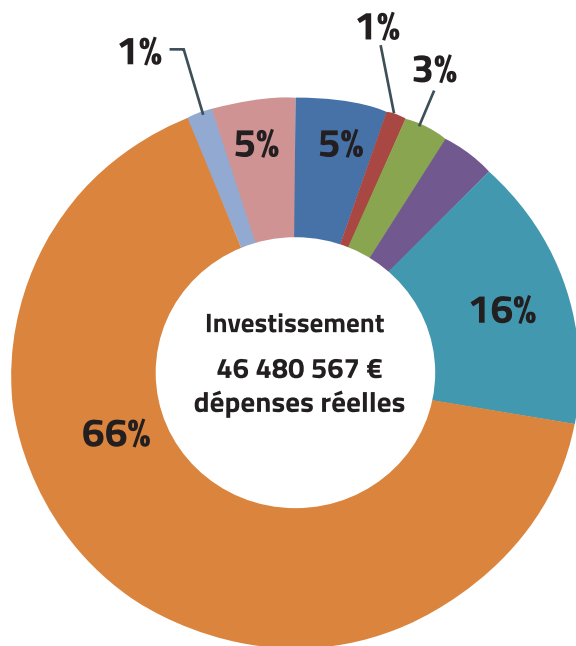
23% en 2020

# LE BUDGET

## LES DÉPENSES

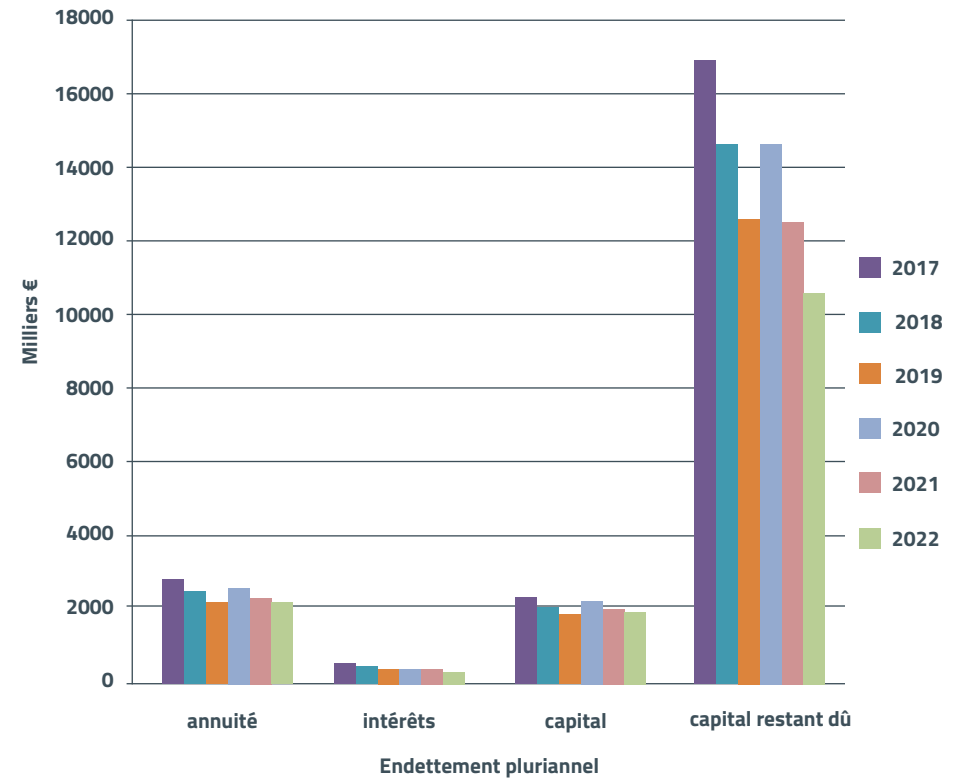


- Frais de gestion générale
- Entretien/maintenance éclairage public
- Charges de personnel
- Autres charges de gestion
- Charges financières
- Reversements TCCFE
- Dotations aux amortissements



- Remboursement des emprunts
- Etudes
- Financement budgets annexes
- Investissements réseaux éclairage public
- Investissements réseaux électriques
- Autres dépenses
- Opérations pour compte de tiers

## Remboursement des emprunts Evolution du portefeuille des emprunts





# LA COMMUNICATION

## NOS SUPPORTS TRADITIONNELS

### Newsletter

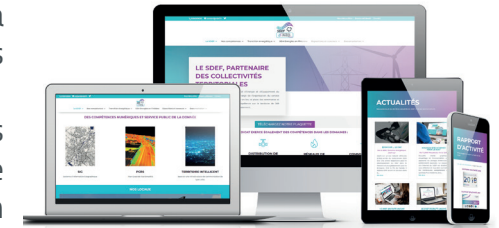
Chaque mois, le SDEF envoie une newsletter aux collectivités et acteurs bretons. Cette lettre numérique permet de présenter mensuellement nos actualités.

Au 31 décembre 2021, 1674 personnes étaient inscrites à la newsletter du SDEF soit une augmentation de 18% par rapport à 2020.



### Le site internet

Le SDEF dispose de son propre site internet, il présente l'ensemble des missions et activités du SDEF et de la SEM. Il recense également toutes nos actualités et nos offres d'emplois. Pour l'année 2021, nous avons comptabilisé 6247 visites sur notre site internet. 68% de cette fréquentation vient des ordinateurs, 31% des smartphones et 1% des tablettes.



## EVÈNEMENTIEL

### Breizh transition

Les 2 et 3 décembre 2021 a eu lieu la 4e édition du salon Breizh transition au parc des expositions de Quimper. Il permet de rassembler l'ensemble des acteurs bretons des transitions. Le SDEF a participé à 2 ateliers : le premier sur la transition énergétique et l'éclairage public et un second sur Finistère Smart Connect. Et aussi à une conférence : projet EnR à gouvernance locale.



### Inauguration des stations BioGNV

Au cours de l'année 2021, la SEM Énergies en Finistère a ouvert deux stations BioGNV. Pour l'occasion des inaugurations ont été organisées, l'une en mars 2021 pour Saint-Martin-des-Champs et pour Guipavas en octobre 2021. Ces évènements étaient l'occasion de présenter les stations et le BioGNV, les acteurs des projets et la presse y étaient conviés.



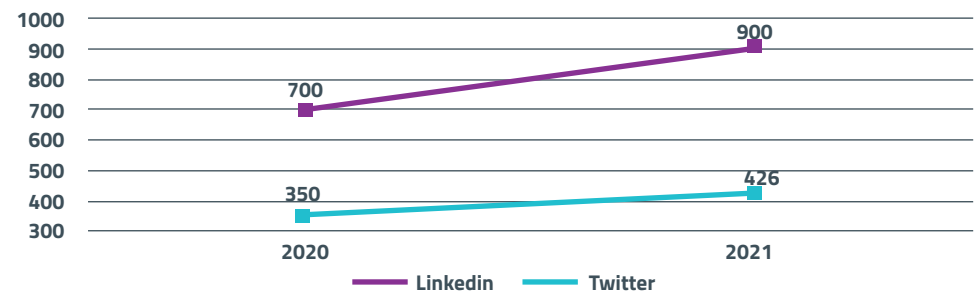
## RÉSEAUX SOCIAUX

Depuis 2019, le SDEF et la SEM sont présents sur Twitter et LinkedIn. Ces réseaux sociaux principalement utilisés par des professionnels, nous permettent de présenter en temps réel nos activités et d'échanger avec les acteurs qui constituent l'environnement du SDEF.

Rejoignez-nous :



Evolution du nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux du SDEF



# LEXIQUE

**ABF** : Architecte des Bâtiments de France

**ADEME** : Agence de l'Environnement et de la Maîtrise d'Énergie

**AODE** : Autorité Organisatrice de la Distribution d'Électricité

**ATU** : Avis de Travaux Urgents

**BTHD** : Bretagne Très Haut Débit

**CEE** : Certificats d'Économies d'Énergie

**CGCT** : Code Général des Collectivités Territoriales

**CRAC** : Compte-Rendu d'Activité du Concessionnaire

**CRITÈRE B** : Il constitue la durée moyenne de coupure perçue par an par un client basse tension quelle que soit la cause des coupures

**CUMAC** : Cumulé actualisé. Le kWh cumac est l'unité quantifiant les certificats d'économies d'énergie

**DMA** : Départ Mal Alimenté

**DICT** : Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux

**DSLAM** : Multiplexeur d'accès à la ligne d'abonné numérique

**DT** : Demande de Travaux

**DSP** : Délégation de Service Public

**EDF** : Électricité De France

**ENEDIS** : Gestionnaire du réseau de distribution public d'électricité (ex. ERDF)

**EP** : Éclairage Public

**EPCI** : Établissement Public de Coopération Intercommunale

**FACE** : Fonds d'Amortissement des Charges d'Électrification

**FCTVA** : Fonds de Compensation de la TVA

**FNCCR** : Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies

**FTTH** : Fiber To The Home = Fibre optique jusqu'au domicile

**GDO** : Gestion Des Ouvrages

**GRDF** : Gaz Réseau Distribution France

**ICS** : Informations Commercialement Sensibles

**LOI NOME** : Loi du 7 décembre 2010 portant sur la « Nouvelle Organisation du Marché de l'Électricité »

**MAÎTRE D'OEUVRE** : Personne physique ou morale chargée de la conception et du suivi de la réalisation d'un ouvrage pour le compte d'un maître d'ouvrage

**MAÎTRE D'OUVRAGE** : Personne physique ou morale pour laquelle un projet est mis en oeuvre ou réalisé. Il en est le commanditaire. Il définit un cahier des charges et par conséquent les besoins, le budget et le calendrier prévisionnel des travaux

**MDE** : Maîtrise de la Demande en Énergie

**MED** : Montée En Débit

**NRA/NRO** : Noeud de Raccordement Abonnement Noeud de Raccordement Optique

**PAMELA** : Programme d'AMélioration Esthétique des Lignes Aériennes

**PBO** : Point de Branchement Optique

**PCAET** : Plan Climat Air Énergie Territorial

**PCRS** : Plan de Corps de Rue Simplifié

**PCT** : Part Couverte par le Tarif

**PEB** : Pôle Énergie Bretagne qui regroupe les quatre syndicats d'énergie bretonS et Brest Métropole.

**PEIM** : Plan Exceptionnel d'Investissement et Maintenance

**PTF** : Proposition Technique et Financière

**REDEVANCE R2** : Redevance contractuelle dite « d'investissement » fixée par le cahier des charges de concession et versée par ENEDIS au SDEF en fonction des travaux réalisés sur le réseau

**RÉSEAU HTB** : Réseau Haute Tension B. En courant alternatif :  $U_n > 50 \text{ kV}$

**RÉSEAU HTA** : Réseau Haute Tension A ou moyenne tension. En courant alternatif :  $1 \text{ kV} < U_n \leq 50 \text{ kV}$

**RÉSEAU BT** : Réseau Basse Tension. En courant alternatif :  $50 \text{ V} < U_n < 1 \text{ 000 V}$

**SDE** : Syndicat Départemental d'Énergie

**SIG** : Système d'Information Géographique

**SRCAE** : Schéma Régional Climat Air Énergie

**TCCFE** : Taxe Communale sur la Consommation Finale d'Électricité

**TICFE** : Taxe Intérieure sur la Consommation Finale d'Électricité

**TSE** : Tarifs Sociaux de l'Énergie

**TPN** : Tarif de Première Nécessité

**TST** : Travaux Sous Tension

**TURPE** : Tarif d'Utilisation du Réseau Public d'Électricité

**VRG** : Valorisation des Remises Gratuites

*Directeur de la publication* : Antoine Corolleur

*Co-directeur de la publication* : Jacques Monfort

*Rédaction* : les services du SDEF : Jacques Monfort, Emmanuel Quéré, Christian Henaff, Lisa Gloaguen, Morgane Boulière, Laurence Le Velly, Didier Rochard, François Jeffredo, Christophe Hémon, Thomas Le Poulichet, Anaïs Belleil

*Conception graphique* : Lisa Gloaguen

*Charte graphique* : SDEF - *Crédits photos* : SDEF, Fotolia, Unsplash

*Impression* : PRIM (Brêles)

*Journal imprimé dans une imprimerie certifiée Imprim'vert.*





Siège

9 allée Sully  
29000 QUIMPER

Antenne nord

Rue Robert Schuman  
29400 Landivisiau

## Syndicat Départemental d'Énergie et d'Équipement du Finistère

02 98 10 36 36  
contact@sdef.fr  
[www.sdef.fr](http://www.sdef.fr)

